

ELLE LUI A REMIS
UN MESSAGE ÉCRIT
DU PRÉSIDENT TEBBOUNE
M^{me} Mansouri
reçue par
le président
sud-soudanais
p 4

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Jeudi 16 janvier 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6346 - 21^e année

PROJET DE CESSER-LE-FEU
À GHAZA
Les
négociations
bloquées
p 5

COLONIALISME FRANÇAIS

De quelle dimension civilisatrice parlez-vous ?

► LE CONSEIL DE LA NATION :
« C'est la France qui a besoin de l'Algérie »
p 3

LIRE EN PAGE 2

ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

L'heure de la révision a sonné

L'accord d'association avec l'Union européenne a été conclu à une époque où l'Algérie était bien différente de celle d'aujourd'hui.
LIRE EN PAGE 3



Le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a présidé mardi dernier une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs en prévision de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne

Ph : DR

LIMITATION DE MANDATS,
ABROGATION DES PEINES,
QUOTA JEUNESSE ET FEMMES ...

**Ce qui va
changer pour
les partis !**
p 4

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs
secteurs à
l'ordre du jour**
p 3

LUTTE ANTI-TERRORISTE

**Un terroriste
s'est rendu
13 éléments de
soutien arrêtés**
p 24

HIPPODROME EMIR ABDELKADER -
ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 15H30



LES COURSES EN DIRECT

**Une courte
course de Sulky**
p 21

Un accord digne d'intérêt ou rien !

L'accord d'association algéro-européen en vigueur depuis 20 ans maintenant a provoqué une véritable saignée à l'économie nationale. Sans exagérer, ce partenariat n'avait de sens que le nom. Ce sont les chiffres qui le disent. Le bilan de la première décennie de cette association était le suivant : l'Algérie exportait pour seulement 1 dollars contre 10 dollars importés. En termes de valeur, les partenaires du Nord nous ont vendu pour l'équivalent de 195 milliards de dollars contre l'achat de seulement 12,3 milliards. Que des responsables politiques français viennent, en 2025, pérorer, dans une tentative désespérée de nous mettre la pression, que l'UE « doit arrêter d'aider l'Algérie », nous les renvoyons à l'argumentaire solide de l'Agence de

presse nationale (De quelle aide au développement parle-t-on ?) pour qu'ils sachent, une bonne fois pour toute, que l'Europe et encore moins la France, ne font rien pour nos beaux yeux ! Pour reprendre notre sujet, vous voyez bien qu'à la lumière des chiffres établis, l'écart des échanges entre l'Algérie et l'UE est abyssal. Pour preuve, et jusqu'à quelques années en arrière, la balance commerciale avait souvent accusé un déficit. Et pourquoi donc nos anciens dirigeants ont laissé les choses trainer malgré les dégâts occasionnés à notre économie ? Il faut rappeler qu'à l'époque de la « rente pétrolière », ceux qui s'en mettaient plein les poches travaillaient contre les intérêts de leur pays. Après 2019, c'est une autre Algérie, celle avec laquelle les Européens se doivent de traiter différemment. « Autre temps, autre mœurs », les choses ont changé, beaucoup

même. D'ailleurs, l'annonce faite, octobre 2024, par le président Abdelmadjid Tebboune sur la révision de cet accord courtant de l'année d'après, a fait bondir les lobbies de l'exportation qui voient en le marché algérien un bric-à-brac à toutes sortes de gadgets européens. Qu'ils sachent que l'économie de bazar est morte avec la mort de l'ère de la gabegie.

Après une série de coups de bluff, Bruxelles s'est rétractée pour dire qu'elle voudrait, quand même, engager « un dialogue constructif avec l'Algérie ». Par ailleurs, le chef de la diplomatie nationale, Ahmed Attaf, avait si bien décrit la situation ; que l'Algérie ne va plus continuer à trainer cet accord comme « un boulet attaché au pied de son économie ». Aujourd'hui, on veut un accord respectueux du principe gagnant-gagnant. Pour ce faire, il y a lieu d'éplucher le texte clause par clause à l'effet de dégager ce qui va, pour l'un comme pour l'autre partenaire, et ce qui ne va pas. Les négociations risquent d'être longues et serrées. Tant mieux, car l'Algérie défendra ses intérêts jusqu'au bout !

Farid Guellil

L'ÉDITO

COLONIALISME FRANÇAIS

De quelle dimension civilisatrice parlez-vous ?

Enfumades, crimes contre l'humanité, stérilisation forcée de femmes... pour résumer d'un trait tous les méfaits de la colonisation française que les « révisionnistes » cherchent, à contre-courant de l'histoire, à transformer en « bienfaits » !



F. B.

La France, qui continue d'évoquer la dimension civilisatrice du colonialisme, semble avoir oublié ses nombreux crimes contre l'humanité dans l'histoire des peuples. Il faut rappeler aux nostalgiques du passé colonial de la France que son armée qui a les mains tachées du sang des martyrs de la Révolution algérienne, a été la première à utiliser la guerre chimique quand le lieutenant-colonel Pelissier, promu général après ses nombreux crimes contre les populations des contrées algériennes, avait enfumé en 1845, toute une tribu, les Ouled N'har qui s'étaient réfugiées dans une grotte. Dans son rapport à sa hiérarchie il s'était vanté d'avoir éliminé près de 1500 indigènes autoch-

tones qui avaient refusé de se rendre, en les enfumant dans la grotte où ils s'étaient réfugiés. C'était la première fois qu'une armée usait de gaz toxique contre des populations bien avant le gaz moutarde qui avait fait son apparition durant la guerre mondiale de 1914-1918 et celle de 1939-1945 ou encore le Napalm et l'agent orange utilisés durant la guerre d'Indochine et la guerre du Vietnam quand l'armée américaine en avait usé à satiété.

La France, qui refuse toujours de décontaminer les sites de ses essais nucléaires en Algérie et qui continue de trouver une dimension civilisatrice à son passé coloniale, a usé de tous les moyens inhumains pour imposer au peuple algérien sa présence. Mais l'épisode qui reste méconnu et que l'armée française continue de cacher est l'usage de contracep-

tif injectable à des femmes prises de force dans certaines tribus du Sud et placées dans ce que la littérature de l'armée française qualifie par l'euphémisme de Bordel mobile de campagne (BMC). Ces endroits installés dans les villes garnisons de l'époque, qui connaissaient une forte concentration, de légionnaires et de soldats, étaient destinés à satisfaire les envies des soldats permissionnaires. Ils comprenaient dans leurs effectifs plusieurs jeunes femmes prises de force et contraintes à la prostitution. Une fois les femmes capturées, elles étaient soumises à une visite médicale du médecin militaire qui leur injectait un contracep-tif oestroprogestatif interdit par l'OMS. Une sage-femme que j'ai eu l'occasion de connaître, et qui a milité durant de nombreuses années dans le mouvement associatif à

caractère social, m'a raconté le cas de quatre rescapées de ces BMC qui entraînaient des maladies et qui s'étaient retrouvées stérilisées à vie par ce contracep-tif qui leur avait été injecté de force.

Le 7 octobre 2020, Anne Doussin et Gerard Jacob interpellaient le gouvernement français sur cet épisode douloureux de la guerre d'Algérie en publiant un texte, « L'État français, premier proxénète avec l'installation de BMC dans différents lieux de garnison en Algérie ». Le texte que la presse française n'avait pas jugé utile de relayer note : « après l'indépendance, que sont devenues ces femmes ? Nous ne devons pas oublier ces femmes algériennes, utilisées par la France dans cette guerre d'indépendance de leur pays, l'Algérie. Pourquoi ne pas interroger, également, nos deux femmes, ministres des Armées, Mmes Michèle Alliot-Marie et Florence Parly sur l'existence de ces lieux ? Qu'en pensent-elles ? ».

D'autres sources citent les cas de plusieurs femmes utilisées et stérilisées à leur insu par l'armée française durant la guerre d'Algérie.

Ces malheureuses se sont retrouvées trainant plusieurs maladies des suites du contracep-tif qui leur a été inoculé ; ce qui prouve que le commandement de l'armée coloniale usait également de l'arme chimique bien avant son apparition dans le monde et c'est là un autre crime de la France coloniale qui continue de défendre ce qu'elle qualifie de dimension civilisatrice du colonialisme barbare.

Slimane B.

LE THÈME D'UNE JOURNÉE D'ÉTUDE PROCHAINE À L'APN

Exiger la vérité sur les essais nucléaires à Reggane

Une Journée d'étude sur « le cancer et les explosions nucléaires à Reggane en Algérie » durant la période de l'occupation française, devra être organisée prochainement à l'Assemblée populaire nationale. Pour bien préparer ce rendez-vous, le président Boughali s'est réuni avec la commission chargée de la question lors de laquelle il a affirmé que cette journée d'étude sera organisée à l'occasion du 65e anniversaire de ces explosions dans le Sahara algérien à cette époque, soulignant que celle-ci intervient dans un contexte crucial, où l'État poursuit ses efforts acharnés, en vue d'améliorer les conditions de prise en charge sanitaire et d'assurer un environnement sain favorisant l'épanouissement de la personnalité du citoyen », fait savoir un communiqué du Parlement. Il a également mis en avant « l'importance de l'interaction positive de l'APN avec les transformations politiques et sociales du pays et son accompagnement suivant une approche pratique et constructive », ajoute le communiqué. Boughali a salué les efforts des membres de la commission préparatoire qui « ont présenté des visions et des propositions constructives et pertinentes pour mener à bien cet événement scientifique ». Il a ajouté que cette journée d'étude sera marquée « par un débat scientifique approfondi » autour des questions inhérentes à ce sujet, à même d'assurer « la concrétisation des objectifs escomptés de cette initiative et de contribuer à sensibiliser le public aux questions importantes relatives à la santé et à l'environnement », a conclu le communiqué.

Ania N.

Algérie-France : De quelle aide au développement parle-t-on ?

La partie xénophobe, chauviniste et raciste de la France appelle haut et fort à des mesures punitives contre l'Algérie. L'extrême droite française, ainsi que ceux qui se sont appropriés ses idées au sein du Gouvernement français rivalisent d'ingéniosité dans la proposition de sanctions de nature, selon eux, à amener l'Algérie à résipiscence. Dans une sorte de concours Lépine à la meilleure sanction, c'est à qui proposerait la mesure la plus rude, la plus dure, la plus dissuasive et la plus spectaculaire contre notre pays. Parmi toutes ces mesures proposées, celle se rapportant à une prétendue aide au développement est incontestablement celle qui retient l'attention et mérite légitimement un traitement à part. Cette partie de la France à laquelle l'Algérie souveraine et indépendante est restée en travers de la gorge, tourmente sa conscience jours et nuits et l'empêche de dormir sur ses deux oreilles, cette partie-là de la France ressasse des propos trompeurs et éculés, elle est facilement oublieuse, elle les répète alors qu'elles produiront, tout naturellement et sans surprise aucune, les mêmes effets. Qu'est ce à dire ? Dans des circonstances qui rappellent à certains égards celles que vit la relation algéro-française aujourd'hui, la même France revancharde et haineuse avait proposé en 1994 de mettre fin à ce qu'elle présentait indûment comme une aide française au développement de l'Algé-

rie. Or, cette prétendue aide n'existait que dans son imaginaire et dans sa vision fantasmée d'une Algérie toujours dépendante, mais ingrate à l'égard de la France. En réalité, il s'agissait de "crédits fournisseurs" qui aidaient les entreprises françaises à sauvegarder leur part du marché algérien et lui imposer de garder son tropisme français. L'Algérie avait alors pris les devants et annoncé, elle-même, officiellement, qu'elle renonçait définitivement à ce mécanisme de financement des exportations françaises, présenté faussement comme une aide à l'Algérie. Aujourd'hui, l'histoire se répète et avec elle se répètent aussi les mêmes erreurs françaises du passé. Aujourd'hui, comme hier, il n'y a pas d'aide française au développement de l'Algérie. Cette aide n'existe absolument pas et n'a même pas un début de réalité dans l'économie algérienne. Il y a dans l'économie algérienne des exportations françaises, dont le montant s'est élevé en 2023 à 3,2 milliards USD. Il y a dans l'économie algérienne des investissements français, dont le stock est de 2,5 milliards USD, loin, très loin de rivaliser avec les principaux investisseurs étrangers en Algérie, à l'image des Etats-Unis d'Amérique, de la Turquie, de l'Italie, du Qatar, du Sultanat d'Oman, de l'Égypte et de tant d'autres pays amis. Il y a, enfin, dans l'économie algérienne le bénéfice à outrance de la commande publique algérienne qui se monte à des milliards

de dollars et qui a fait le bonheur de nombre d'entreprises françaises dont elle a sauvé certaines parmi les plus prestigieuses de faillites annoncées. Voilà la réalité de l'implication française dans l'économie algérienne. Voilà la réalité incontestable, irréfutable et têtue. Le reste, tout le reste, participe de la tromperie éhontée et du fantasme incorrigible. En dehors de cela, il y a des miettes que l'on peut, très généreusement, considérer comme relevant de l'aide publique au développement. Quelle est la part réelle de ces miettes dans la relation économique algéro-française ? Au titre de l'année 2022, les statistiques de la Commission européenne indiquent que le montant global de cette aide s'établit à près de 130 millions d'euros. On voit bien déjà qu'on est très loin du chiffre fée-rique de 800 millions d'euros avancé ici et là dans la nébuleuse de la droite française. Encore, faut-il le souligner, il s'agit là de statistiques européennes consolidées sur la base d'informations provenant de la partie française. Car, du côté algérien, les estimations de la valeur des aides au développement reçues de la France n'excèdent pas le chiffre, si dérisoire, de cinq (5) millions d'euros. Et encore, ces fonds sont strictement liés à la mise en œuvre de projets de coopération bilatérale, dont l'inscription au titre de la catégorie de l'aide publique au développement est sujette à discussion et nullement acquise d'office. Mais, il y a

plus important encore, l'affectation de ces fonds et leur utilisation. Là aussi, les statistiques que nous fournit la Commission européenne sont édifiantes à plus d'un titre. En prenant toujours l'année 2022 comme année de référence, il y a lieu de constater deux données difficilement réfutables : - La première donnée étant que 80% de la soi-disant aide annuelle fournie par la France à l'Algérie ne quitte même pas le territoire français. Cette partie, dont la valeur totale dépasse les 106 millions d'euros est affectée directement aux écoles et aux universités françaises en vue d'encourager ces établissements à accueillir des étudiants algériens. Le choix des spécialités s'opère, bien évidemment, dans le respect des priorités de la France et des besoins de son économie. - La seconde donnée est, quant à elle, liée au fait que les 20% qui restent de cette soi-disant aide au développement de l'Algérie sont orientés vers le financement d'actions qui servent principalement les intérêts de la France en Algérie. Ces actions incluent, entre autres, la promotion de la langue et de la culture française, le soutien aux ONG françaises autorisées à opérer en Algérie, ainsi que la consolidation de la présence économique de la France dans notre pays. Autant dire qu'il ne reste que des miettes aux secteurs techniques censés être les principaux bénéficiaires de ces programmes. Au vu de ces données, on ne peut s'empêcher de conclure que la préten-

due aide publique française au développement de l'Algérie n'est autre qu'une opération de transfert de fonds de la France, vers la France et au profit de la France. L'Etat algérien n'y gagne absolument rien, dans la mesure où il n'est associé ni à la conception de cette aide, ni à son orientation, ni encore moins à sa mise en œuvre sur le terrain. Force est, ainsi, de constater qu'il n'y a, en réalité, pas d'aide publique française au développement de l'Algérie au sens généralement reconnu à ce terme. Il y a plutôt une grande œuvre mystificatrice visant à projeter l'image d'une France engagée dans le respect de ses obligations internationales. Il y a là, aussi, une supercherie honteuse tendant à promouvoir l'image d'une Algérie récipiendaire d'une aide française désintéressée dont elle ne peut se passer. Et il y a là, enfin, un abus de langage visant à couvrir, plutôt mal que bien, un acharnement qui tente, en vain, de perturber la marche résolue de l'Algérie vers l'accomplissement de son destin. Au bout du compte, on est tenté d'éviter à cette partie de la France, qui croit qu'elle a toujours quelque chose à solder avec l'Algérie, de se fatiguer dans la recherche d'un moyen pour mettre fin à la prétendue aide de la France au développement de l'Algérie. Comment l'aider, sinon en l'assurant que si cette aide existe, l'Algérie est prête à y renoncer volontiers et de bon cœur.

APS

ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

L'heure de la révision a sonné

Le président Abdelmadjid Tebboune avait annoncé que l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne serait révisé à partir de 2025.

C'était début octobre 2024, lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias. Ce mardi, le président Tebboune a présidé une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs en prévision de la révision de l'accord d'association avec l'UE. Le président Tebboune avait expliqué, en octobre dernier, que "l'accord avec l'Union européenne a été conclu à une époque où l'Algérie était bien différente de celle d'aujourd'hui". "À l'époque, la contribution de l'industrie au revenu



PH: DR

LE CONSEIL DE LA NATION :

« C'est la France qui a besoin de l'Algérie »

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a présidé, hier, une réunion du Bureau du conseil élargi aux présidents des groupes parlementaires et au questeur, consacrée à l'examen du calendrier proposé pour les activités législatives du conseil prévues entre le 20 et le 23 janvier, indique un communiqué du Conseil. Un communiqué sanctionnant les travaux de cette réunion nous apprend que le Bureau du Conseil de la nation a abordé « les développements des relations algéro-françaises marqués par les manœuvres du courant d'extrême droite en France qui entretient un climat de parades qui reflète sa haine viscérale envers tout ce qui est Algérien, et ce, en sus des tentatives de mobiliser le peuple français par la voie de campagnes tendancieuses à l'instar de pseudo aides financières octroyées à notre pays afin de porter atteinte à l'Algérie ». Il a interpellé « ceux qui occupent les devants de cette campagne empreinte d'analphabétisme historique et politique et ceux qui agissent dans l'ombre », rappelant que « l'Algérie, depuis la Guerre de libération, a toujours refusé de s'inscrire dans un langage de haine et d'inimitié, comme il a toujours distingué entre le peuple français et le colonialisme français ». « Cette extrême droite toute souillée de son passé infâme s'est alliée au colonialisme makhzenien et sioniste, car leurs intérêts s'entrecroisent et tendent vers les mêmes vils objectifs focalisant sur la tentative de porter atteinte à l'Algérie et sa stabilité », relève la même source. « Ces comportements malsains et ces agendas obséquieux ne se sont pas limités à l'Algérie, mais ils ont été étendus à plusieurs nations africaines aidés en cela par leurs suppôts originaires de ces pays outrepassant toutes les traditions, us et coutumes en matière de politique, d'économie et d'intérêts communs ». Dans le même contexte, le Bureau « a salué les déclarations responsables de certains acteurs politiques français favorables à un dialogue constructif, tout en regrettant le double discours du président français actuel, qui reflète l'influence du néo-colonialisme odieux sur la scène politique française oscillant entre reconnaissance des crimes coloniaux passés et tergiversations concernant des actes concrets liés à la mémoire et à la coopération bilatérale ».

R. N.

national ne dépassait guère 3% et nous importions des produits agricoles sans en exporter. En d'autres termes, l'Algérie d'alors n'avait pas de capacités d'exportation", avait-il précisé, soulignant que "la donne a changé, l'Algérie produisant et exportant désormais une grande variété de produits manufacturés, électroménagers et autres". "Aujourd'hui, nous demandons une révision, car l'essence même de l'accord avec l'Union européenne repose sur le libre-échange, et nous souhaitons le faire dans un esprit amical sans entrer en conflit", avait souligné le président Tebboune.

Pour rappel, l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE avait été signé en 2002 pour entrer en application en 2005. Il s'agissait alors de faciliter les échanges commerciaux et d'amener des investissements européens en Algérie. L'Algérie était censée être favorisée dans l'accès au marché européen. Le « gagnant-gagnant », trompeur mais que certains répètent encore aujourd'hui, comme si l'expérience ne leur avait rien enseigné. Car cette formule s'est avérée fautive dès que les responsables algériens ont soumis l'accord à un examen sérieux à la lumière des intérêts de leur pays et de leur peuple.

À la fin de l'année écoulée, en représentant, en conférence de presse, le bilan de l'activité diplomatique de l'Algérie, le ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a brillamment, et succinctement, démontré que l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE, était aux antipodes du « gagnant-gagnant » ou de la « prospérité partagée », autre formule destinée aux naïfs. Ahmed Attaf a qualifié l'accord de « boulet au pied de l'économie algérienne ». Il l'a dit aux Européens. Pourquoi ? Il donne les

chiffres qui accablent : « cet accord a été signé en 2005, jusqu'en 2023, nous avons réalisé près de 1000 milliards de dollars de commerce, mais l'investissement n'a atteint que 13 milliards au cours de cette période. Parmi ces 13 milliards, 12 milliards ont été transférés sous forme de bénéfices, rapatriement des dividendes, laissant à l'Algérie seulement 1 milliard entre 2005 et 2023 ». Il cite également l'exemple des exportations d'acier : « l'Algérie est devenue un des principaux exportateurs d'acier. Ils (les Européens) nous avaient attribué un quota.

À cette époque, nous (l'Algérie) n'avions pas de quoi exporter en acier. Nous avons commencé à nous renforcer après 2016 jusqu'à aujourd'hui. Nous sommes devenus un des principaux exportateurs d'acier, ils nous ont arrêtés. Cela signifie que le développement industriel de l'Algérie est désormais perçu comme une violation de l'accord. Ils nous ont dit que notre quota était fixé et tout ce qui venait après était quelque chose de nouveau. Actuellement, nous avons des quotas jusqu'en 2026, et nous sommes prêts à les exporter vers l'Europe, mais ils les refusent ». Ahmed Attaf a parlé d'autres matières, en particulier « du fait qu'ils ont introduit la taxe carbone.

Le résultat sera que beaucoup, voire énormément des exportations vers l'Europe seront empêchées sur le marché européen pour cette raison climatique ». En résumé : « le principal problème reste que cet accord n'est pas favorable à l'Algérie ». « Il n'est ni dans l'intérêt de l'Algérie ni dans celui de son économie », insiste-t-il. C'est pourquoi, le président Tebboune a ordonné « une révision détaillée de cet accord, article par article », a conclu Ahmed Attaf. Ce sera fait en 2025.

M'hamed Rebah

MOZAMBIQUE

Laid Rebiga assiste à la cérémonie d'investiture du Président élu

Représentant le président Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiga s'est rendu en République du Mozambique pour assister, à Maputo, à la cérémonie d'investiture du président élu, Daniel Francisco Chapo, a indiqué un communiqué du ministère. Pour rappel, le Conseil constitutionnel du Mozambique a déclaré le 23 décembre 2024, le président Daniel Chapo vainqueur avec 65,17% des voix, candidat du Frelimo, parti à la tête de l'Etat lusophone depuis un demi-siècle.

S. O.

SCÈNE AFRICAINE

Le président du Congo salue le rôle pionnier de l'Algérie

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a été reçu, mardi, à Kinshasa, par le président du Congo (RDC), Felix Tshisekedi, en sa qualité d'Envoyé spécial du président, Abdelmadjid Tebboune. À cette occasion, le ministre a remis un message écrit du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à son frère le président de la République démocratique du Congo « dans une démarche qui traduit la volonté politique commune d'approfondir les liens de coopération entre les deux pays au mieux des intérêts communs et de renforcer le partenariat stratégique face aux défis régionaux et internationaux », a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République démocratique du Congo, le ministre de la Santé a transmis « les salutations fraternelles » du Président de la République à son homologue congolais.

À son tour, le président du Congo a salué « le rôle pionnier de l'Algérie sur la scène africaine, dans le cadre de son engagement à renforcer la solidarité entre les pays du continent et à appuyer les processus de développement, de paix et d'indépendance des peuples ». À cet égard, Saihi a souligné « la nécessité de renforcer les efforts communs pour hisser la coopération entre les deux pays frères au niveau de leurs aspirations et de la qualité de leurs relations ».

S. O.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Pour commencer, le Gouvernement a examiné le cadre réglementaire relatif à l'inventaire des richesses forestières nationales et des différents plans de développement, d'aménagement et de gestion, qui en découlent, devant permettre d'assurer une meilleure gestion et une exploitation durable du patrimoine forestier national, et

conformément aux dispositions de la loi 23-21 relative aux forêts et aux richesses forestières.

Il a également entendu une communication sur les résultats des assises nationales sur la réforme de la formation professionnelle, qui avaient pour objectif de développer une vision pratique et d'élaborer une feuille de route sectorielle pour une réforme structurelle et ambitieuse, permettant d'assurer la modernisation de ce secteur, renforcer son attractivité, et placer la formation professionnelle comme un pilier du développement national

en adoptant des solutions adaptées aux exigences économiques et sociales.

Par ailleurs et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives du président de la République relatives au renforcement de la sécurité hydrique et l'augmentation du taux de récupération des eaux usées et leur orientation vers les secteurs agricole et industriel, le Gouvernement a examiné l'évolution d'importants projets dans le secteur de l'Hydraulique, tels que le projet d'approvisionnement des habitants de Béchar, Abadla et Kenadsa à partir des eaux souterraines du

champ de captage El Guetran, commune de Béni Ounif, et la réalisation des deux stations d'épuration des eaux usées de la ville de Béchar et de la ville nouvelle de Bouinan à Blida.

Enfin, le Gouvernement a examiné les moyens de développement du cadre réglementaire relatif aux modalités d'homologation des dispositifs médicaux, afin d'accorder plus de flexibilité à l'organisme chargé de l'examen des dossiers concernés par cette procédure, dans le respect des normes scientifiques et internationales pertinentes".

R. N.

LA LIMITATION À DEUX MANDATS, L'ABROGATION DES PEINES GRAVES, LE QUOTA JEUNESSE ET FEMMES... ETC.

Ce que prévoit le projet de loi sur les partis !

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a procédé au siège de la chambre haute du Parlement national, à l'installation d'un groupe de travail, chargé de l'examen et de l'enrichissement de la première mouture des deux avant-projets de loi organique relative aux partis politiques et aux associations.



Ph : DR

Le président du Conseil de la nation a souligné, à cette occasion, «l'attention et l'importance particulières que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde à ces deux projets, en raison de leur impact sur la scène politique nationale». Il faut savoir qu'un délai d'un mois est accordé à cette commission, avant la remise des différentes observations et autres propositions, comme relevé d'ailleurs par le président du groupe de travail. Le parlementaire et vice-président du Conseil de la nation, Mohamed Reda Oussahla, a également précisé, lors du point de presse initié à l'issue de l'installation de ce groupe de travail, que des orientations ont été données par Salah

Goudjil en vue de «garantir le strict respect des délais impartis» pour l'enrichissement de ces deux textes. De même qu'il est mis en avant que ce groupe de travail comprend des élus du Conseil de la nation «de différents courants politiques», et qu'il est attendu que ces derniers puissent présenter des enrichissements importants relatifs, notamment, «à l'adaptation des nouvelles mesures légales et juridiques des deux avant-projets de texte avec les dispositions de la Constitution de 2020». Le président de la commission installée a aussi fait part de sa conviction pleine et entière à ce que ces enrichissements soient à la hauteur ; surtout que les parlementaires faisant partie de la composante de ce groupe de travail bénéficient d'une grande expérience et d'un long

parcours politique, tant au sein des formations politiques respectives qu'ils représentent, qu'au niveau du Conseil de la nation. Ce groupe de travail devra plancher sur «l'enrichissement des deux textes», avec une contribution efficace et efficace du Conseil de la nation. Il convient de signaler que l'avant-projet de loi organique relative aux partis politiques recèle des amendements majeurs qui concernent entre autres, la lutte contre le nomadisme politique. Ainsi, tout élu qui change volontairement d'affiliation politique pendant son mandat sera radié définitivement des listes de son parti et perdra son siège au Parlement. L'objectif assigné à cette démarche est de renforcer davantage la crédibilité du système politique en garantissant que les élus

respectent au mieux le mandat pour lequel ils ont été élus.

L'avant-projet de loi exige également l'absence de condamnations pénales graves. En effet, dans la partie réservée aux conditions de création des partis politiques, le chapitre 2 détaille les étapes de création d'un parti, y compris la tenue d'un congrès fondateur, l'obtention d'une autorisation du ministère de l'Intérieur et les modalités de constitution des structures politiques du parti. Parmi les conditions que doivent impérativement remplir les membres fondateurs, figurent, notamment, la nationalité algérienne, ainsi que l'âge minimum arrêté à 25 ans et plus, pour les fondateurs, et 19 ans et plus, pour les adhérents. L'avant-projet de loi met l'accent, par ailleurs, sur l'adoption de principes démocratiques dans l'organisation des partis politiques ; notamment en limitant le mandat à cinq ans, renouvelable une seule fois. La participation des jeunes et des femmes est un autre point majeur inclus dans cet avant-projet de loi, sachant que les formations politiques «doivent inclure dans leurs statuts des quotas pour les femmes et les jeunes au sein de leurs organes nationaux et locaux».

S. O.

73E ANNIVERSAIRE DU DÉCÈS DU HÉROS MOHAMED BELOUZDAD

« Un nom gravé au panthéon des leaders de la lutte armée »

Le ministre des moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebiga, a mis l'accent sur la nécessité de «s'inspirer des exploits des grandes figures de cette patrie, ainsi que de leurs valeurs éternelles en vue de continuer à progresser avec espoir et détermination vers un avenir prometteur, où les acquis sont consolidés et défendus et où le concept de sacrifice pour une Algérie sûre, stable et victorieuse est davantage enraciné». Dans une allocution lue en son nom par le directeur du Centre national des études et recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1er Novembre (CNERMN54), Hocine Abdessettar, à l'occasion d'une commémoration du 73e anniversaire du décès du héros Mohamed Belouizdad, Rebiga a affirmé que « la commémoration de telles occasions historiques renouvelées, nous rappelle que l'aspiration à un avenir meilleur requiert de valoriser l'effort et le travail, de veiller à l'unité des rangs et d'approfondir le sentiment du devoir national ». Selon le ministre, la commémoration de ces haltes constitue une occasion de renouveler l'engagement à « s'acquitter pleinement des responsabilités à l'égard de la nation et de la patrie, tel que affirmé constamment par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en vue d'édifier l'Algérie victorieuse, fière de sa mémoire nationale, une mémoire qui a toujours été et restera le ciment de notre union et de notre cohésion et le trésor vivant des valeurs éternelles et des principes qui éclairent notre chemin et dont nous tirons les enseignements ». Après avoir réitéré que « le serment des fidèles de la patrie demeurera un dépôt sacré en nos mains ».

Évoquant le parcours du moudjahid Mohamed Belouizdad, le ministre a souligné que des hommes de cette trempe et des héros de cette stature « méritent que leurs enfants et petits-enfants puissent dans leur héritage renouvelé et fassent montre de fidélité envers les principes, les valeurs et les vertus qu'ils portaient ». Et d'ajouter « il était l'un des hommes exemplaires pendant toutes les étapes de sa lutte et a réussi, avec une compétence exceptionnelle, concilier diverses activités exigeant chacune des compétences particulières ».

Pour sa part, le chercheur Mustapha Saâdaoui est revenu sur le parcours de Mohamed Belouizdad qui a vécu une période courte (1924-1952) mais son nom restera gravé au panthéon des leaders de la lutte et de la résistance armée, ayant sacrifié leur vie pour leur patrie, d'autant plus qu'il était l'un des artisans de la Révolution du 1er Novembre 1954 ».

Ania N.

ELLE LUI A REMIS UN MESSAGE ÉCRIT DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

M^{me} Mansouri reçue par le président du Soudan du Sud

La secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Bakhta Selma Mansouri s'est entretenue, dans le cadre de sa visite à Djouba, capi-

tale du Soudan du Sud, avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Ramadan Mohamed Abdallah Goc et la ministre de l'Intérieur du Soudan du Sud, Mme Angelina Jany Teny, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Les entretiens ont porté sur «les relations bilatérales entre l'Algérie et le Soudan du Sud et les moyens de les développer, ainsi que sur les questions prioritaires pour le Soudan du Sud, notamment en matière de sécurité et de développement », précise le communiqué. Mansouri a également tenu une séance de travail au niveau du ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, lors de laquelle elle a évo-

qué avec la partie sud-soudanaise «les moyens de promouvoir la coopération agricole entre les deux pays pour renforcer la sécurité alimentaire et le développement durable au Soudan du Sud, et ce dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations du Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine post-Malabo, tenu à Kampala durant le mois de janvier courant », ajoute la même source. En fin de journée d'hier, un autre communiqué du MAE a indiqué que Bakhta Selma Mansouri a été reçue par le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, à qui elle a remis un message écrit du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

S. O.

MAE

Magramane reçoit le président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Lounès Magramane, a reçu, au siège du ministère, le président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (APCAE), M. Yang Wanming, qui a effectué une visite officielle en Algérie. Lors de cette rencontre, les deux parties « ont abordé les relations de partenariat, d'amitié et de solidarité privilégiées unissant les deux pays, ainsi que les moyens de les promouvoir notamment dans les domaines économique et culturel, et ce, dans le cadre de la concrétisation des décisions importantes de la visite d'État effectuée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine en juillet 2023 », conclut un communiqué du MAE.

S. O.

JORDANIE - ALGÉRIE

Une volonté commune de renforcer la coopération dans le domaine médiatique

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a reçu, à Alger, l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie en Algérie, M. Shaker Atallah Al-Amoush, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, les deux parties ont évoqué «les relations solides entre les deux pays ainsi que leur volonté commune de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans les domaines médiatique et de communication », précise le communiqué. Dans ce sens, elles se sont félicitées du « bond

qualitatif qu'ont connu les relations algéro-jordanien suite à la visite d'État effectuée par le Roi de Jordanie en Algérie, les 3 et 4 décembre 2022, ayant permis la signature d'accords dans le domaine médiatique, dont la conclusion d'un accord de coopération entre l'Agence Algérie presse service (APS) et son homologue jordanienne ». Les deux parties ont, en outre, exploré les «opportunités d'échanger les programmes et les contenus médiatiques entre l'Algérie et la Jordanie outre la possibilité de réaliser des œuvres conjointes entre les deux pays,

notamment avec l'approche du mois sacré de Ramadhan, ce qui apportera une valeur ajoutée et une coopération fructueuse ».

À cette occasion, l'ambassadeur jordanien a proposé au ministre de la Communication «de promouvoir la coopération en matière de formation médiatique et d'organiser des cycles de formation en associant les acteurs du domaine médiatique, créant ainsi un espace d'échange d'expériences et d'expertises entre l'Algérie et la Jordanie ».

Sarah O.

PROJET DE CESSER-LE-FEU À GHAZA

Les négociations bloquées

Un responsable palestinien informé des négociations a déclaré que bien qu'il existe un accord général de l'occupation sur un cessez-le-feu à Ghaza, des divergences sur des détails essentiels empêchent la signature de l'accord et le début de la trêve.

Selon ce responsable, l'occupation israélienne n'a pas fourni d'informations claires sur plusieurs points cruciaux, notamment les mécanismes d'échange des prisonniers et les modalités pour permettre aux blessés d'accéder à des soins médicaux. De plus, Israël n'a présenté aucune feuille de route concernant le retrait militaire de Ghaza ni d'explications sur la gestion du poste-frontière de Rafah et l'entrée des camions humanitaires dans le territoire. Ce manque de précisions, selon la source, freine jusqu'à présent la conclusion d'un accord de cessez-le-feu. Des responsables arabes, américains et israéliens ont confirmé que l'ébauche d'un cessez-le-feu à Ghaza et d'un échange de prisonniers a été approuvée en principe. Toutefois, ces mêmes responsables ont indiqué que si les négociations progressent favorablement, l'accord pourrait être finalisé d'ici la fin de la semaine entre l'occupation israélienne et la résistance palestinienne. La situation à Ghaza reste extrêmement tendue, marquée par des frappes aériennes et des souffrances humaines accrues. Les observateurs espèrent que les parties concernées surmonteront rapidement les obstacles pour parvenir à une trêve, condition essentielle à la réduction des souffrances des civils et à l'ouverture d'une voie vers une solution durable.

ISRAËL ENVISAGE UN RETRAIT PROGRESSIF DE GHAZA : LES PRÉPARATIFS S'INTENSIFIENT AVANT UN ACCORD IMMÉDIAT

Des médias israéliens ont rapporté que l'armée de l'occupation s'appête à entamer un retrait progressif de Ghaza, dans un contexte de discussions avancées sur un accord de cessez-le-feu. Selon les informations relayées, des évaluations ont été menées ces dernières 24 heures au sein du commandement de la région sud de l'armée. Le correspondant militaire de la chaîne israélienne Kan, Itay Blumental, a cité une source sécuritaire affirmant que l'armée se prépare à quitter plusieurs points stratégiques, notamment le poste-frontière de Rafah, ainsi que les axes de Netzarim et Philadelphie. Dans le cadre de cet accord, Israël envisage de redéployer ses forces autour de Ghaza et de créer une zone tampon d'environ un kilomètre de large. Cette étape marquerait une reconfiguration de la présence militaire israélienne dans la région. Ce retrait progressif a été coordonné avec des responsables sécuritaires



PH: DR

israéliens, égyptiens et américains, selon les médias israéliens. Alors que les discussions sur un cessez-le-feu se poursuivent, un responsable politique de l'occupation a admis qu'Israël a réalisé que la résistance palestinienne, incarnée par le Hamas, ne peut être vaincue uniquement par des moyens militaires. Ce constat s'appuie sur la capacité du Hamas à regrouper un nombre de combattants équivalent à ceux perdus lors des affrontements. Giora Eiland, ancien président du Conseil national de sécurité israélien, a également reconnu un échec total d'Israël dans ses objectifs à Ghaza. Dans une interview accordée à la chaîne 13, Eiland a affirmé que l'armée n'a pas réussi à détruire l'autorité du Hamas, ni à obtenir la libération complète des prisonniers israéliens. Selon lui, les efforts militaires israéliens n'ont pas abouti et la proposition d'accord actuellement sur la table est similaire à celle de mai dernier, rendant inutiles les huit mois de combats qui ont causé la mort de 110 soldats israéliens et de nombreux captifs. Eiland a déclaré que « la guerre est terminée » et qu'il n'y aura pas de reprise des hostilités, peu importe les déclarations du président américain élu, Donald Trump. Cependant, il a critiqué le Premier ministre Benjamin Netanyahu pour son refus d'admettre cette réalité, bien que d'autres membres de son gouvernement, comme le ministre des Finances

Bezalel Smotrich, en soient conscients. Alors qu'Israël prépare son retrait, ces aveux d'échec soulignent l'incapacité de l'occupation à atteindre ses objectifs militaires à Ghaza, tout en mettant en lumière l'importance croissante d'une solution politique pour mettre fin au conflit.

UN ESPOIR TIMIDE SUR FOND DE NÉGOCIATIONS COMPLEXES

Le processus menant à un cessez-le-feu entre Israël et le mouvement Hamas à Ghaza se heurte à de nombreuses complexités techniques, notamment en ce qui concerne les modalités du retrait des forces israéliennes du secteur. Ces obstacles ont conduit à une intensification des négociations indirectes, avec l'espoir de parvenir à un accord dans les plus brefs délais. Pour accélérer les discussions, Hamas a ouvert un canal de communication avec les différentes factions de la résistance palestinienne, dont certains dirigeants ont récemment rejoint Doha pour s'assurer d'un consensus sur les termes du futur accord. Selon une source proche d'un groupe de résistance, plusieurs nouveaux éléments ont émergé durant les négociations à Doha, notamment en ce qui concerne le retrait israélien de Ghaza, la réinstallation des déplacés et la gestion de l'échange de prisonniers. En parallèle, Hamas a entamé des consultations avec les autres factions palestiniennes

pour les tenir informées des avancées et des obstacles rencontrés, dans l'objectif d'adopter une position commune. Un dirigeant de la Jihad islamique a confirmé l'arrivée à Doha, mardi, d'une délégation de haut niveau pour participer à la discussion des derniers détails concernant le cessez-le-feu et l'échange des prisonniers. Le groupe a souligné que les négociations portaient sur les modalités d'exécution de l'accord, y compris les noms des prisonniers concernés. Un représentant de la génération démocratique a affirmé qu'une délégation de haut niveau prendrait part à l'annonce imminente de l'accord de cessez-le-feu à Doha, après avoir mené des discussions approfondies avec Hamas pour s'assurer que les objectifs palestiniens seraient respectés dans les termes finaux. Toutefois, un point de friction reste le détail des retraits israéliens lors de la deuxième phase des accords, qui n'ont pas été clairement définis lors des dernières négociations, laissant Hamas préoccupé par la possibilité que l'occupation israélienne se maintienne dans certaines régions de Ghaza. Les négociations ont également abordé la nécessité d'une surveillance du retrait israélien. Il a été suggéré qu'Israël fournisse une carte détaillant les zones de retrait et qu'un mécanisme de surveillance indépendant soit mis en place pour garantir le respect de cet engagement. Le retrait concerne principalement les zones de pénétration terrestre dans la ville de Beit Hanoun, ainsi que la ligne de séparation entre le nord et le sud de Ghaza, notamment l'axe Netzarim et le corridor Philadelphie. Cependant, malgré le démantèlement de certaines installations, les forces israéliennes maintiennent encore leur présence dans plusieurs secteurs stratégiques de Ghaza, notamment dans les zones habitées et les bases militaires. La méfiance reste palpable parmi les factions de la résistance palestinienne, qui redoutent un "coup de poignard dans le dos" de la part d'Israël, à travers des attaques ciblées contre des dirigeants palestiniens ou des opérations de sabotage avant même

que le cessez-le-feu ne prenne effet. L'alarme a été donnée sur le risque d'agressions israéliennes durant la période de transition, avec des appels à la vigilance maximale parmi les membres des factions et la population civile. Le bureau d'information du gouvernement a averti les habitants des risques de "trahison" par l'occupation, conseillant de suivre strictement les instructions de sécurité, surtout en période de cessez-le-feu. Les habitants de Ghaza, notamment les millions de déplacés internes, attendent avec impatience la fin des combats et l'annonce de la mise en œuvre de la trêve. Après 16 mois de guerre et de destruction incessante, les civils espèrent enfin pouvoir revenir dans leurs foyers. Ceux qui vivent encore dans les camps de déplacés, souvent dans des conditions de vie précaires, surveillent les développements des négociations avec une attention particulière, espérant une fin rapide des souffrances. Les familles déplacées, comme celle de Mohamed Abu Jarrad, un résident de Beit Lahiya qui a fui vers le centre de Ghaza, attendent de pouvoir retourner dans leurs maisons dévastées. Pour lui, retourner signifie plus que retrouver un toit : c'est un retour à la vie, loin des conditions de précarité des camps de réfugiés. Les conditions de vie dans les centres d'hébergement restent dramatiques. La pénurie alimentaire est sévère, les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux insoutenables et les services de base sont inexistant dans de nombreuses zones. La situation sanitaire est également catastrophique, avec une grave pénurie de médicaments et de soins médicaux. Malgré les avancées dans les négociations, le chemin vers un cessez-le-feu durable reste semé d'embûches. Les attentes sont élevées, mais les inquiétudes demeurent. À Ghaza, comme dans les autres zones frappées par le conflit, la paix reste un objectif lointain, alors que les populations vivent dans l'attente d'une trêve véritable, espérant la fin des souffrances et un avenir meilleur.

M. Seghilani

L'ALGÉRIE A DEMANDÉ UNE RÉUNION DU CSNU POUR CE VENDREDI

Sauver l'UNRWA pour protéger les Palestiniens

L'Algérie a demandé la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU ce vendredi afin de tenter de sauver l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), qui se trouve sous la menace d'une interdiction imminente à Ghaza et en Cisjordanie occupée en raison de l'agression sioniste. L'Algérie a souligné que l'UNRWA, qui joue un rôle irremplaçable pour la population palestinienne, doit absolument continuer à fournir une aide vitale aux réfugiés palestiniens, en particulier à Ghaza. Lors d'une réunion à huis clos prévue pour le 17 janvier, l'Algérie entend sensibiliser le Conseil de sécurité à la situation critique de l'agence onusienne, qui est confrontée à une pression croissante en raison des menaces israéliennes. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'UNRWA, a été sollicité par l'Algérie pour informer les membres du Conseil de la situation catastrophique dans laquelle l'agence se trouve, notamment en raison de l'agression israélienne à Ghaza depuis

octobre 2023 et des récentes menaces de fermeture de ses bureaux. L'Algérie, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a fermement condamné les récentes actions de la Knesset israélienne. Le 28 octobre 2024, le Parlement israélien a adopté deux lois interdisant les activités de l'UNRWA en Palestine occupée, ce qui contrevient aux principes du droit international. Ces lois devraient entrer en vigueur à partir du 29 janvier 2025, menaçant gravement les opérations humanitaires dans la région. L'UNRWA a averti que cette interdiction pourrait paralyser ses activités, empêchant l'acheminement de l'aide humanitaire vitale à des millions de réfugiés palestiniens. Le Commissaire général a insisté sur le fait qu'une telle décision aurait un « impact désastreux » sur la vie des Palestiniens, notamment à Ghaza où la situation est déjà catastrophique. Les responsables de l'UNRWA, comme Louise Wateridge et Jamie McGoldrick, ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact de la fermeture de l'agence, qui aggraverait encore les souffrances des Palestiniens.

Selon McGoldrick, la fermeture de l'UNRWA constituerait un « coup fatal » pour la population palestinienne déjà dévastée par des années de guerre et de privations. Le directeur de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a également décrit Ghaza comme étant transformée en « un cimetière » pour des dizaines de milliers de Palestiniens, soulignant l'ampleur de la souffrance humaine, notamment les taux de malnutrition aiguë qui ont atteint des niveaux dramatiques, dix fois plus élevés qu'avant le début des hostilités. Plus de 600 000 enfants sont privés d'éducation, et 70 % des écoles de l'UNRWA ont été détruites par les bombardements israéliens. Créée en 1949, l'UNRWA soutient plus de 5,6 millions de réfugiés palestiniens dans plusieurs pays de la région. L'Algérie insiste sur l'importance de maintenir son action, soulignant qu'il est impératif de préserver son indépendance pour continuer à venir en aide aux populations dans le besoin.

M. S.

GHAZA

Une "zone sécurisée" transformée en cimetière

Par ailleurs, la British Broadcasting Corporation (BBC), à travers son programme "BBC Verify", a dévoilé des informations accablantes sur la situation à Ghaza. Elle a confirmé que la zone côtière, où l'armée sioniste avait incité les civils à se réfugier sous prétexte de "sécurité", a été frappée par 97 raids aériens depuis mai dernier.

Cette zone, parmi les plus densément peuplées au monde, abrite plus d'un million de personnes vivant dans des conditions précaires sous des infrastructures détruites et un accès limité à l'aide humanitaire. Les frappes, intensifiées depuis mai, ont déjà causé plus de 550 martyrs, principalement des enfants et des femmes, selon des sources palestiniennes. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a décrit ces bombardements comme étant presque quotidiens, perpétrés par des avions de chasse, des drones, et des navires israéliens. Malgré le fait qu'Israël qualifie cette zone de "humanitaire", la BBC a souligné que les civils n'ont aucune garantie de sécurité. En réalité, l'occupation sioniste a réduit la superficie des prétendues "zones humanitaires" à 36 km², obligeant près de 1,7 million de déplacés à s'entasser dans 10 % du territoire de Ghaza. Cette situation a transformé des zones comme Deir El-Balah et Al-Mawasi en véritables points de concentration humaine sans précédent dans l'histoire moderne. Face à cette tragédie, des voix internationales s'élèvent pour dénoncer la situation à Ghaza. Cependant, Israël continue d'ignorer les résolutions et condamnations internationales, prolongeant ainsi une catastrophe humanitaire sans précédent.

43 MARTYRS PALESTINIENS EN 24 HEURES

Le secteur de Ghaza continue de subir une offensive israélienne meurtrière en ce 467 jour d'agression. Depuis mardi soir, 43 Palestiniens ont été martyrisés et des dizaines d'autres blessés dans des bombardements qui ciblent indistinctement diverses régions du territoire. Malgré des progrès significatifs dans les négociations en cours pour un cessez-le-feu et un échange de prisonniers, l'armée de l'occupant sioniste a intensifié ses attaques, ciblant des habitations civiles et des centres d'hébergement. À Deir El-Balah, au centre de Ghaza, 13 Palestiniens, dont des déplacés, ont été martyrisés dans une frappe sur une maison appartenant à la famille Shahine. Une attaque de drone israélien a également visé un domicile de la famille El-Khatib dans le même secteur, causant la mort de deux autres personnes. Dans le camp de réfugiés de Nuseirat, sept membres de la famille Nassar ont perdu la vie après des bombardements sur deux maisons. Un autre Palestinien a été martyrisé lors d'une frappe dans le camp voisin. Dans le camp de Bureij, deux maisons appartenant aux familles Yassine et Shishnya ont été ciblées, entraînant la mort de six personnes. Les bombardements se sont également intensifiés sur le camp de réfugiés de Maghazi. Dans la ville de Ghaza, sept membres de la famille Harazin



ont été martyrisés après qu'une école abritant des déplacés, l'école El-Farabi, a été détruite par des frappes israéliennes. Plus au sud, dans la ville de Rafah, sept Palestiniens ont été tués, dont cinq dans une frappe sur une maison du quartier El-Nasr, et deux autres à Khirbet El-Adas, visés par des drones. Israël continue de commettre ces massacres en dépit des mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale à l'encontre du Premier ministre Benjamin Netanyahu et de l'ancien ministre de la Défense Yoav Galant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Alors que le monde attend l'annonce d'une éventuelle trêve entre l'occupant et la résistance palestinienne, les dernières heures ont été marquées par un pic de violence. Rien que dans la journée de mercredi, 26 Palestiniens ont été martyrisés, principalement dans les zones centrales et méridionales de Ghaza. La communauté internationale demeure spectatrice face à une des pires crises humanitaires de l'histoire moderne, alors que la bande de Ghaza est plongée dans une tragédie sans fin. Depuis le début de l'agression le 7 octobre 2023, le bilan s'élève à plus de 46 707 martyrs et 110 265 blessés, principalement des femmes et des enfants. La famine et le manque de soins aggravent une situation déjà dramatique, causant la mort de dizaines d'enfants et de personnes âgées.

DES SOLDATS SIONISTES GRIÈVEMENT BLESSÉS PAR LA RÉSISTANCE EN CISJORDANIE OCCUPÉE

Deux soldats de l'armée de l'occupant sioniste ont été grièvement blessés, tandis qu'un autre a subi des blessures légères, suite à une attaque menée par la résistance palestinienne dans la Cisjordanie occupée. Selon le porte-parole de l'armée sioniste, les soldats blessés appartiennent respectivement aux brigades "Kfir" et "Menashe". L'attaque s'est produite lorsque des engins explosifs ont ciblé un véhicule militaire de type "David" lors d'une opération près de Qabatiya, dans les environs de Jénine. La résistance palestinienne, à travers la branche militaire des Saraya Al-Quds - Katiba de Jénine, a revendiqué cette opération. Dans un communiqué, elle a précisé que ses combattants ont réussi à poser des engins explosifs puissants sur le chemin des renforts militaires ennemis et d'une pelleuse utilisée dans l'assaut contre la localité de Qabatiya. L'opération a causé plusieurs dégâts, comme confirmé par la résistance. Les combattants de la Katiba de Jénine ont également déclaré qu'ils continuent de faire face aux incursions de l'armée de

l'occupant en utilisant des tirs nourris et des engins explosifs artisanaux.

L'UNRWA DÉTERMINÉE À POURSUIVRE SON SOUTIEN MALGRÉ LE BLOCUS ISRAËLIEN IMMINENT

Le directeur de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, a affirmé ce mercredi que l'agence continuera à fournir une aide essentielle à la population palestinienne, malgré la mise en œuvre d'un blocus israélien prévue pour la fin du mois de janvier. Lors d'une conférence de presse à Oslo, Lazzarini a déclaré : « Nous resterons et continuerons à apporter notre soutien. » Il a précisé que les employés locaux de l'UNRWA poursuivront leur travail pour fournir des aides d'urgence, ainsi que, dans la mesure du possible, des services d'éducation et de soins de santé primaires. Le responsable onusien a également réitéré samedi dernier que « l'UNRWA est le gardien de l'identité et de l'histoire des réfugiés palestiniens. » Dans une déclaration publiée sur la plateforme X (anciennement Twitter), il a souligné que les archives des familles de réfugiés palestiniens ont été soigneusement conservées et protégées depuis 75 ans. Le site américain Axios a révélé que trois responsables du Département d'État américain ont mis en garde l'administration du président élu Donald Trump contre une potentielle catastrophe humanitaire à Ghaza. Ces avertissements interviennent à l'approche de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi israélienne interdisant les activités de l'UNRWA sur son territoire et dans les zones qu'elle contrôle. Cette mesure, qui devrait s'appliquer d'ici la fin du mois, pourrait aggraver les conditions de vie déjà désastreuses des Palestiniens, particulièrement dans Ghaza, où la population dépend massivement des aides alimentaires, sanitaires et éducatives fournies par l'agence. Malgré les pressions internationales et les appels à reconsidérer cette décision, Israël maintient sa position, menaçant ainsi de priver des millions de Palestiniens des services vitaux que l'UNRWA fournit depuis plusieurs décennies. L'UNRWA, créée en 1949 pour répondre aux besoins des réfugiés palestiniens, joue un rôle clé dans la préservation des droits et de la dignité de cette population en exil. Aujourd'hui, elle fait face à des défis sans précédent dans un contexte de tensions croissantes et de restrictions imposées par l'occupation israélienne.

DÉSASTRE HUMANITAIRE À GHAZA : ENTRE SURVIE ET INDIFFÉRENCE

Vivant à Ghaza, un million de personnes, parmi lesquelles des centaines de milliers d'enfants, 15 000 femmes enceintes, au moins 100 000 personnes âgées, handicapées, malades chroniques, atteintes de cancer, de diabète ou souffrant de troubles psychologiques, représentent la situation de n'importe quelle grande ville dans le monde. Imaginez maintenant que tous les habitants de Ghaza soient expulsés de leurs foyers et placés sous des tentes sur la plage. Ajoutez à cela tous les habitants de Tel Aviv et Haïfa dans cette vaste ville de tentes. C'est ainsi que l'on pourrait décrire la situation imposée par Israël au sud de Ghaza, dans les zones de Mawasi, Khan Younis et Rafah.

En plus, beaucoup d'entre eux vivent dans ces tentes depuis un an, sans nourriture, électricité, eau potable, sans réseau d'assainissement fonctionnel et sans aucune forme de vie privée. Des milliers d'entre eux souffrent de blessures et de pertes de membres à cause des frappes, et beaucoup sont affectés par des maladies de peau et des infections liées à la pollution. Presque tous sont traumatisés, certains par la perte d'êtres chers. Ajoutez à cela l'arrivée de l'hiver. Le changement climatique dans notre région se manifeste par des tempêtes violentes qui frappent la plaine côtière et les zones de Mawasi. Israël affirme agir conformément aux lois de guerre, ou plus précisément, aux "lois de confrontation armée" qui permettent au gouvernement militaire de déplacer les civils hors des zones de combat pour les protéger. Cependant, selon le droit international, l'évacuation peut uniquement se faire si des conditions existent dans les zones de destination qui permettent la survie des déplacés.

Or, ces conditions n'existent pas dans le sud de Ghaza. Selon le site du Bureau de coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), l'organisme israélien en charge de la situation humanitaire à Ghaza, 3 043 camions d'aide sont entrés dans le sud de Ghaza en décembre, et c'est tout. Les 1,7 million de personnes qui y vivent doivent partager ces maigres ressources. Il est clair que même après plus d'un an de guerre, ni le gouvernement israélien ni ses autorités de coordination ne semblent comprendre, ou veulent comprendre, l'ampleur du défi pour fournir des conditions de survie aux 1,7 million de déplacés. La communauté internationale a demandé des clarifications sur la vision d'Israël pour l'avenir de Ghaza, mais Israël refuse même de discuter de ce sujet. En attendant, les organisations internationales suggèrent que la meilleure solution partielle serait de permettre aux commerçants privés d'importer des biens, comme cela a été fait durant l'été. Mais l'armée israélienne s'y oppose, invoquant la collecte de taxes par le Hamas. Sans gestion et en dépendant uniquement des organisations internationales opérant dans des conditions extrêmes, le gouvernement israélien conduit la population déplacée de Ghaza vers un péril imminent de mort par le froid, la faim, les maladies, les blessures, le suicide, la violence interne et le délitement social. Cette catastrophe est en cours, et jusqu'à aujourd'hui, cinq nourrissons sont morts de froid dans Ghaza. Leur sang est sur nos mains. Mais pour beaucoup d'Israéliens, cela ne les dérange pas. Au contraire, certains jubilent à l'idée de la mort des enfants à Ghaza. Cherchez-les sur les réseaux sociaux. Grâce à la propagande gouvernementale et à la chaîne 14, et dans un environnement médiatique qui trahit sa fonction en dissimulant ce qui se passe réellement à Ghaza, la vengeance totale ne sera accomplie que lorsque le dernier habitant de Ghaza sera mort."

M.Seghilani

BÉJAÏA. TAOURIRT IGHIL

Deux annexes administratives seront réalisées à Cheurfa et à Aït Idir

La célébration du nouvel an amazigh qui coïncide avec le 12 janvier de chaque année, a été l'occasion, pour l'Assemblée populaire communale de Taourirt Ighil, daïra d'Adekar dans la wilaya de Béjaïa, de lancer des projets de développement local et d'organiser des activités festives.

Ainsi, l'APC de Taourirt Ighil dirigée par son président Farid Boudjemil a, en ces circonstances de grande fête nationale qu'est Yennayer, concocté un programme d'activités aussi riche que varié pour marquer l'événement, comme nous l'a fait savoir, le jour même, M. Boudjemil. Ces activités ont été organisées en collaboration avec les comités de village et les associations de la commune.

A commencer par le village Cheurfa, où les autorités locales ont procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'une annexe administrative. La même opération officielle a été effectuée au niveau du village Aït Idir, où la pose de la première pierre a donné lieu au lancement effectif des travaux de réalisation d'une autre antenne administrative. Ont participé à ces deux activités, le chef de daïra, les représentants de services de sécurité et de l'administration, des élus, ainsi que les responsables des associations et des comités issus de la commune.

Au titre des activités festives, l'APC a, en collaboration avec l'association des comités de village d'Aït Idir, organisé un spectacle artistique autour de plusieurs activités comme le chant, le théâtre et la



poésie. En outre, une conférence dédiée à Yennayer a été animée au niveau du village. Pour conclure ce programme dans la beauté, l'APC, toujours avec la contribution active des associations et des comités locaux, a organisé une offrande (déjeuner ou diner) autour de laquelle tous les habitants de la commune de Taourirt Ighil ont été conviés pour partager ce moment de communion. Outre la présence des représentants des villages à cet événement, d'autres invités, issus de la région d'El-Kseur (Bejaia) et même d'Alger se sont déplacés sur les lieux pour assister aux festivités.

Joint par téléphone, M. Boudjemil a indiqué à ce propos : Ces annexes mairie visent à rapprocher le citoyen de l'administration et ce conformément à la poli-

tique de l'État. Ces antennes administratives peuvent également être un moyen pour créer des postes d'emploi au grand bonheur des demandeurs de notre commune. Troisièmement, ce genre d'infrastructure permettra de faire bénéficier les habitants et les usagers de l'internet en général, d'un réseau de fibre optique. Sachant que le village Aït Idir, par exemple, n'en dispose pas. »

Interrogé si les habitants expriment d'autres quelconques besoins, notre interlocuteur répond : « D'abord, apprécions (Hamdou li Allah) les projets qui ont déjà été réalisés dans notre commune, comme le branchement au réseau de gaz dont le taux d'accès était de 100%, la réhabilitation de la salle de soins qui est opérationnelle tout comme l'école primaire, en sus de ces antennes marie qui sont un grand acquis. Pour les besoins maintenant, nous sommes dans l'attente du programme des chemins communaux pour espérer améliorer le réseau routier au niveau de nos localités. » Par ailleurs, M. Boudjemil n'a pas manqué de souligner que ces activités ont été organisées pour « marquer ce grand jour de fête nationale en espérant que Yennayer apportera tout le bien à notre pays ».

Correspondance particulière (Nacer S.)

BOUMERDÈS. FORMATION

PROFESSIONNELLE

Plus de 8.000 postes pour la session de février 2025

Une offre globale de 8.150 postes de formation sera assurée par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Bumerdes au titre de la session professionnelle de février 2025, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction.

"Les offres de formation proposées pour la session de février prochain ont été élaborées de manière à couvrir les besoins et les spécificités de chaque région", a indiqué à l'APS, la directrice locale de la formation et de l'enseignement professionnels, Saliha Manzou, en marge du suivi de l'opération des inscriptions pour la session de février qui se font en ligne sur la plateforme électronique "www.takwin.dz". La responsable a fait part de l'affectation de plus de 2.500 postes pédagogiques, soit un taux de 69% de l'offre globale proposée, pour des formations sanctionnées par un diplôme d'Etat. En outre, près de 1.800 postes (21% de l'offre) sont ouverts dans les spécialités du tourisme, hôtellerie et restauration, alors que 800 postes ont été destinés aux spécialités du bâtiment et des travaux publics. A cela s'ajoute l'affectation de près de 780 postes pédagogiques (9%) à la formation dans les métiers de l'agriculture et 600 postes (5%) aux spécialités de l'électronique et de l'énergie, a-t-on ajouté, soulignant que quelque 1.400 autres postes ont été destinés aux femmes au foyer, 600 postes aux bénéficiaires de l'allocation de chômage et 160 à la formation-passerelles. Les stagiaires de la session de février bénéficieront de formations dans 21 filières professionnelles et 196 spécialités, a ajouté la même responsable. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à Bumerdes compte 48 établissements de formation, dont quatre (4) instituts nationaux spécialisés en formation résidentielle et 19 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA).

INTEMPÉRIES

Toutes les voies obstruées par la neige rouvertes à la circulation

Toutes les voies de circulation routières obstruées par la neige dans la nuit de lundi à mardi à Bejaia ont été rouvertes au trafic automobile, rapporte un communiqué de la Direction de wilaya des travaux publics (DTP). Le communiqué fait cas, entre autres, de la RN 26-A, fermée à hauteur du col de Chellata, sur les hauteurs de la région d'Akbou, à 80 km à l'ouest de Bejaia. Cet axe, qui relie notamment les villages de Chellata (Bejaia) à ceux de la région sud-est de la wilaya de Tizi-Ouzou (à Illitene et Illoula Oumallou), culmine à plus de 1.400 mètres d'altitude, ce qui fait que cette voie se retrouve fréquemment recouverte de neige en période hiverna-

le. Cette fois-ci encore, cet axe autoroutier n'a pas dérogé à la règle, subissant depuis dimanche soir les aléas de dame nature. Mais ce mardi après-midi, la neige a été délogée quasi entièrement entre les points kilométriques 16 et 26 au bout d'une action de déblaiement soutenue et exigeante, redonnant ainsi l'opportunité aux riverains des deux wilayas de vaquer à leurs occupations, a-t-on précisé. Cette situation a valu aussi, mais avec moins d'acuité, sur le flanc sud de la wilaya, particulièrement sur l'axe Kendira-Barbacha vers la wilaya de Sétif, où l'amoncellement de la neige a quasiment gelé les déplacements des locaux. Sans être totalement fermés, les accès se trouvant dans

cette région ont tous été affectés, accablés de plus par des coulées de boue par endroit, ce qui a compliqué les conditions de mobilité localement, avant leur réouverture. Sur les axes intra-muros, beaucoup de voies qui ont été fermées suite aux mêmes conditions météorologiques ont été aussi rouvertes. C'est le cas des chemins de wilaya reliant Chemini à l'Akfadou et à Ifri-Ouzelaguene, à Chellata et, par extension, à la wilaya de Tizi-Ouzou. De grandes difficultés de circulation ont été signalées sur ces routes, où d'aucuns continuent à appeler à la prudence, d'autant que la pluie et la neige continuent à tomber sans discontinuer.

ILLIZI. JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

Consultations médicales et interventions chirurgicales au profit des patients

Des consultations et interventions chirurgicales ont été effectuées au profit des patients de la wilaya d'illizi, dans le cadre d'un programme de jumelage entre l'Établissement public hospitalier (EPH) "Tirgui Ouanetemidi" d'illizi, et le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Beni Messous (Alger), a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Le programme de cette initiative prévoit plusieurs spécialités médicales, dont l'urologie, chirurgie ORL, maladies articulaires et ophtalmologie, en plus des interventions chirurgicales, a expliqué à l'APS le directeur de l'Établissement public hospitalier, Aït Soura Idir. Le staff médical qui supervise cette initiative médicale est composé de neuf (9) spécialistes, sous la houlette du professeur Abbou, alors qu'une autre équipe médicale est attendue fin janvier prochain relevant du Centre hospitalo-universitaire de Tizi Ouzou, selon la même source. L'Établissement public hospitalier (EPH) d'illizi s'emploie, dans le cadre des programmes de jumelage avec d'autres établissements hospitaliers du nord du pays, à assurer des prestations de santé selon les besoins des patients de la régions. Au cours du mois de novembre dernier, 98 consultations ont été effectuées en néphrologie, et 204 autres en médecine articulaire réalisées par des spécialistes du CHU de Tizi Ouzou, a-t-on rappelé.

TLEMCEM. RESSOURCES EN EAU

Plus de 800 permis de forage de puits délivrés en 2024

La direction des Ressources en eau de la wilaya de Tlemcen a délivré 806 permis de forage de puits, au cours de l'année 2024, par l'intermédiaire du guichet unique dédié à cette opération, a indiqué lundi le chef du service de mobilisation des Ressources en eau, Djelloul Samir Sidi Mohamed.

Le responsable a déclaré, à l'APS, que durant l'année dernière, 2.149 dossiers relatifs au forage de puits ont été reçus, parmi lesquels 1.207 ont été approuvés. 806 permis ont été remis aux bénéficiaires et le reste sera distribué progressivement, selon les quotas. Il a précisé que ces permis ont été accordés aux agriculteurs et investisseurs dans le cadre des facilités mises en place à leur profit, dont la possibilité du fonçage dans des zones dites "rouges" pour les agriculteurs propriétaires de grandes superficies agricoles, qui leur permet de forer à plus de 20 mètres de profondeur pour exploiter les eaux souterraines pour l'irrigation de leurs terres. Les investisseurs ayant des projets importants à proximité de ces zones ont reçu des permis de fonçage de puits à des profondeurs supérieures à 30 mètres, a-t-on ajouté. L'étude des dossiers de forage est effectuée par les membres du guichet unique, qui regroupe des représentants des secteurs des ressources en eau, de l'agriculture, de l'environnement, de l'Agence nationale des ressources en eau et de l'Agence nationale pour la gestion intégrée des ressources en eau, selon le responsable, qui a indiqué que l'étude est réalisée chaque fin de semaine.

M. Djelloul Samir a souligné que les raisons du refus des autres dossiers sont liées à l'interdiction de forer des puits dans les



Ph: DR

zones rouges où se trouvent des nappes phréatiques relevant de la direction des Ressources en eau, comme c'est le cas dans les communes de Beni Boussaid et Beni Smail, afin de préserver les eaux souterraines.

Cela concerne également les zones proches des sorties de barrages, des réseaux de distribution d'eau potable, des

sources et des zones urbaines. Avant l'octroi des autorisations de fonçage, deux études géotechnique et géo-hydrologique sont menées pour définir avec précision le type de forage, la profondeur du puits et la quantité d'eau pouvant être extraite quotidiennement, ces critères devant être respectés lors de l'opération de fonçage et d'exploitation des puits, a-t-on conclu.

KHENCHELA. CONSERVATEUR DES FORÊTS

Ouverture et aménagement prochains de 87 km de pistes forestières

Un programme spécial d'ouverture et d'aménagement de 87 km de pistes forestières sera prochainement lancé dans la wilaya de Khenchela, a indiqué lundi le Conservateur local des forêts, Bachir Bahri. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'il sera procédé dès l'achèvement de certaines procédures administratives requises à l'ouverture de 37 km de pistes forestières ainsi qu'à l'aménagement de 50 km de pistes existantes de quatre communes de la wilaya. Pas moins de 20 km des pistes à aménager se trouvent sur le territoire de la commune de Lemsara et 30 autres km

se répartissent équitablement sur les trois communes de Bouhmama, Chelia et Yabous, a détaillé le Conservateur des forêts. Le coup d'envoi des projets d'ouverture de nouvelles pistes sera prochainement donné à Lemsara sur 15 km, à Bouhmama avec 10 km, à Chelia avec 7 km et à Yabous avec 5 km, selon la même source.

Le choix des entreprises de réalisation a tenu compte du critère de l'expérience en matière des travaux forestiers et d'exploitation des forêts ainsi que des certificats de bonne exécution dans le domaine des travaux de pistes forestières, agricoles et rurales ou des routes pour assurer leur

exécution dans les normes de qualité et les délais contractuels, a souligné le même responsable. L'enveloppe financière octroyée à la réalisation de ces projets dans des délais n'excédant pas les 6 mois dépasse 121 millions DA, a ajouté M. Bahri. Ces projets prévus à l'intérieur des massifs forestiers de la wilaya visent à faciliter les mouvements des forestiers pour la protection et la surveillance continue des peuplements forestiers et leur exploitation pour les activités d'écotourisme et de recherche scientifiques ainsi qu'à faciliter l'intervention de la protection civile en cas d'incendie, selon le même cadre.

MOSTAGANEM. RÉALISATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE HASSI MEFSOUKH-MOSTAGANEM

Une enveloppe de 28 milliards DA allouée

Une enveloppe budgétaire de 28 milliards DA a été allouée pour la réalisation d'une ligne ferroviaire reliant Hassi Mefsoukh, dans la wilaya d'Oran, à la ville de Mostaganem, a-t-on appris des services de la wilaya de Mostaganem. La même source a indiqué que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a récemment présidé une réunion en présence des responsables de l'Agence nationale des études et de suivi et de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et des directeurs locaux afin de suivre les démarches relatives à ce projet, qui s'étendra sur une longueur de 55 km. A ce jour, deux bases de vie ont été installées à Ain Nouissy et

Fornaka, et les sites adjacents à la station terminale de la ligne ont été inspectés pour préparer l'implantation des infrastructures. Le dossier relatif au décret exécutif de déclaration d'utilité publique du projet a été déposé et est actuellement à l'étude au niveau du Secrétariat général du gouvernement, selon la même source. Le wali a donné des instructions aux responsables locaux pour assurer le suivi du projet et de fournir toutes les facilités nécessaires à son lancement. Il a également insisté sur la nécessité d'étudier la possibilité de délocaliser l'ancienne gare ferroviaire de Mostaganem, ainsi que de relier la nouvelle ligne au réseau ferroviaire existant et au port commercial de Mostaganem, a ajouté la même source.

ILLIZI. TIC

Plusieurs projets pour généraliser la technologie de la fibre optique jusqu'au domicile

La wilaya d'Illizi a bénéficié d'une série de projets dans le cadre du programme de généralisation de la technologie de la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), a-t-on appris lundi de la direction locale de la Poste et des Télécommunications. Ces projets qui ciblent notamment les quartiers résidentiels du chef-lieu de wilaya, le quartier des 50 logements de la nouvelle ville de Debdab ainsi que la zone industrielle d'In-Aménas, visent à moderniser le réseau de téléphonie fixe et à améliorer l'accès à l'internet de très haut débit, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Driss Rahab. En outre, quatre projets similaires ont été retenus au profit de la commune de Bordj Omar Driss, dont le quartier situé à proximité de la sortie de la ville, la Zaouïa Sidi Moussa, ainsi que le quartier des 30 logements, a-t-il ajouté. La direction de la Poste et des Télécommunications a été établie, en coordination avec l'opérateur public de télécommunications Algérie Télécom (AT), un programme intensif pour le déploiement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le renforcement de la numérisation dans la wilaya, a souligné M. Rahab. Il est prévu que les clients reçoivent les modems dès leur livraison à la fin du mois courant, selon le même responsable signalant que le nombre de foyers connectés au réseau internet très haut débit en fibre optique (FTTH) à Illizi a dépassé les 2.330 abonnés à ce jour.

EL-BAYADH. LABIODH SIDI CHEIKH

Lancement de l'aménagement et de l'équipement de 18 directions dans la wilaya déléguée

L'opération d'aménagement, d'extension et d'équipement de 18 directions déléguées dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El-Bayadh) a récemment été lancée, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'administration. Cette opération, supervisée par la direction précitée, bénéficie d'une enveloppe financière de plus de 2,3 milliards de dinars. Elle vise la réhabilitation, l'aménagement, l'extension et l'équipement de 18 sièges administratifs au profit des directions déléguées des différentes administrations publiques de la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, ainsi que de plusieurs logements de fonction. Le wali d'El-Bayadh, Noureddine Belaribi, a effectué, à la fin de la semaine dernière, une visite dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, au cours de laquelle il a inspecté l'avancement des travaux. Il a donné des instructions pour accélérer les travaux de réhabilitation de ces bâtiments et a souligné que toutes les structures en cours de réhabilitation et d'aménagement devront être livrées, avant la fin du mois de février prochain, tandis que celles en cours d'extension seront livrées, au plus tard à la fin du mois de mars. Une fois les travaux achevés, ces directions déléguées seront équipées, tout comme les 18 logements de fonction destinés aux cadres.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ. DSA Programme de plantation de 1.149 oliviers en 2025

Un programme de plantation de 1.149 oliviers sera mis en œuvre courant 2025 dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a-t-on appris lundi auprès du directeur des services agricoles (DSA), Houari Boumediene Rouibi. Il s'agit d'un programme pour l'année 2025, a indiqué le même responsable qui a relevé que la nature de la région et son relief montagneux favorisent la réussite des plantations de cette espèce d'arbres fruitiers. Le même responsable a mis l'accent sur le soutien accordé par l'Etat aux agriculteurs pour la consolidation de la production agricole à travers la wilaya, faisant état ainsi du lancement "dans les prochains jours" d'un programme de plantation de 200 arbres d'amandiers, de noisetiers et de pistachiers. Les autorités locales, a-t-il noté, accordent un intérêt particulier pour le secteur agricole au travers, notamment de la délivrance de plus de 1.200 autorisations de fonçage de puits d'irrigation agricole et du raccordement de plus de 300 exploitations agricoles au réseau d'électricité. La direction des services agricoles, a ajouté son responsable, entamera incessamment l'étude de 1.300 dossiers de régularisation de la situation juridique de terres agricoles en application du décret relatif à la régularisation de la situation des agriculteurs exploitant des terres relevant du domaine privé de l'Etat.

LAGHOUAT. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Baddari lance un programme de formation en logiciels et IA

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a donné, mardi à Laghouat, le coup d'envoi d'un programme de formation dans les domaines des logiciels et de l'intelligence artificielle (IA).

S'exprimant lors d'une visite de travail dans la wilaya, M. Baddari a indiqué que "ce programme de formation dans les domaines des logiciels et de l'IA, mis en place par son département ministériel, est destiné aux étudiants de dernière année de Licence et de Master". Il a également souligné l'importance de cette formation pour les étudiants concernés, en vue du développement de leurs compétences en logiciels et IA, en adéquation avec les exigences de la vie professionnelle. Au cours de sa visite, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement de la Faculté de médecine de l'Université Amar Telidji et des moyens pédagogiques disponibles. Il a également assisté à des cours types dans différentes spécialités de la faculté, telles que la médecine générale, la pharmacie et la chirurgie den-



taire. M. Baddari a affirmé que "cette faculté a bénéficié d'une attention particulière, en étant dotée de moyens pédagogiques modernes", ce qui reflète, a-t-il ajouté, "l'engagement de l'Etat à développer le secteur de la Santé et à assurer un encadrement médical de qualité". Dans ce même contexte, il a mis en avant l'importance de l'utilisation des moyens pédagogiques modernes, basés sur les nouvelles technologies, qui per-

mettront, selon lui, "d'améliorer la qualité de la formation des étudiants". Le ministre a aussi inauguré un laboratoire d'IA, soulignant que le développement de ce domaine fait partie des priorités du gouvernement, dans le cadre de la stratégie nationale de la transition numérique. Par ailleurs, il a présidé la cérémonie de mise en service de l'incubateur d'entreprises de l'université, où il a reçu des explications sur les projets inno-

vants des étudiants et diplômés. Cet incubateur constitue une plateforme de soutien à l'innovation et à l'esprit d'initiative des jeunes, en leur offrant un environnement propice pour développer des idées et projets susceptibles de stimuler le développement économique de la région, a précisé M. Baddari. Au terme de sa visite, le ministre a présidé une cérémonie de remise de huit agréments aux bureaux d'études de l'université. Il a souligné que cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de l'université à l'environnement économique, invitant les propriétaires de ces bureaux d'études à participer aux projets de développement, tout en générant des revenus pour l'université. M. Baddari a également distribué cinq attestations de domiciliation aux étudiants porteurs de projets, précisant que "l'Etat continue de déployer des efforts pour soutenir le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à travers le pays". Il a réitéré que l'intérêt porté aux nouvelles technologies et à l'innovation constitue "une pierre angulaire du développement durable", ajoutant que l'amélioration de la qualité de la formation dans divers domaines vise à former des compétences humaines capables de relever les défis de demain.

ORAN. UNIVERSITÉ "AHMED BENBELLA"

Formation de 70 doctorants dans le cadre de l'école d'hiver des logiciels libres "Linux"

Quelque 70 étudiants en troisième cycle universitaire (doctorat) issus de différents établissements universitaires du pays ont entamé, dimanche, une série de formations dans le cadre de l'école d'hiver des logiciels libres "Linux", qui a été inaugurée, dimanche à l'Université d'Oran 1 "Ahmed Benbella". Cette école d'hiver de formation, organisée par le Comité national des logiciels libres et ouverts en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Université d'Oran 1, s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'utilisation des logiciels libres au sein de l'université dans divers domaines scientifiques, a indiqué M. Aïbaïch Issa, président du comité, lors de l'ouverture de cet événement scientifique. L'objectif de cet événement est de sensibiliser la

communauté universitaire, notamment les doctorants, à la nécessité de passer à l'utilisation de logiciels avancés, intelligents et à code source ouvert dans les institutions de recherche scientifique. Les logiciels libres se distinguent par leurs licences ouvertes, permettant à chacun de les utiliser, les distribuer et d'accéder à leur code source sans avoir à se référer aux développeurs ou à payer des frais de licence. De son côté, le recteur de l'Université d'Oran 1, le professeur Amine Abdelmalek, a souligné que l'organisation de cette école d'hiver des logiciels libres pour les doctorants de différentes spécialités en sciences et technologies, ainsi qu'en sciences humaines et sociales, provenant de diverses universités et centres de recherche à travers le pays, reflète les plans et programmes du ministè-

re de tutelle, ainsi que la politique de l'Etat visant à maîtriser les mécanismes de la numérisation, de l'intelligence artificielle et particulièrement de la cybersécurité. Le wali d'Oran, Samir Chibani, a évoqué dans son intervention le discours du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a indiqué que l'année 2027 sera charnière pour l'Algérie après l'achèvement du processus de numérisation dans tous les secteurs, saluant les jeunes porteurs de projets innovants maîtrisant les technologies modernes. Cette école d'hiver durera cinq jours, durant lesquels les doctorants seront formés au programme "Linux", aux outils de rédaction, aux outils de développement libres, ainsi qu'aux bases de gestion des systèmes et des réseaux.

ENVIRONNEMENT

Création d'une plateforme numérique dédiée à la gestion des déchets

Dans le cadre de ses efforts pour améliorer la gestion des déchets dans la wilaya d'Oran, la direction de l'Environnement locale, en partenariat avec une jeune startup, vient de développer une plateforme numérique innovante permettant aux citoyens de signaler l'accumulation de déchets, a annoncé la directrice, Nawal Boucif. Dans une déclaration à l'APS, Mme Boucif a précisé que le wali d'Oran, M. Samir Chibani, a donné des instructions pour la mise en place de

cette plateforme, dans le but d'améliorer la gestion des déchets au niveau des communes. Elle a ajouté que cette plateforme offre aux citoyens la possibilité de signaler les points noirs d'accumulation de toutes sortes de déchets. Le développement de la plateforme a été achevé, avec la participation de jeunes universitaires issus d'une startup locale, a fait savoir cette même responsable, ajoutant que l'application sera lancée dans les semaines à venir, une fois les démarches administra-

tives nécessaires, supervisées par les services de la wilaya, finalisées. La plateforme permettra aux citoyens de signaler divers types de déchets, tels que les déchets ménagers et les déchets recyclables, pour leur collecte et leur valorisation, ainsi que les déchets issus des chantiers de construction, de démolition ou de rénovation (déchets inertes), afin qu'ils soient ramassés et transportés. Les signalements envoyés via cette plateforme seront transmis aux communes et aux orga-

nismes chargés de la gestion des déchets, tels que Oran Propreté et l'Entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique (EPIC CET Oran), qui prendront en charge leur collecte. Cette initiative représente une avancée importante pour encourager la participation des citoyens à l'amélioration de l'hygiène publique et à la simplification des procédures de collecte des déchets dans la wilaya d'Oran, a conclu la directrice de l'Environnement.

SAÏDA. HABITAT

Lancement de la réalisation de 100 LPL à Sidi Amar

Le projet de réalisation de 100 logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Sidi Amar (wilaya de Saïda) a été lancé, a-t-on appris des services de la wilaya. La même source a indiqué que le wali de Saïda, Amoumene Mermouri, a procédé, jeudi dernier, lors de sa visite des projets de développement dans la daïra de Sidi Boubekeur, à la pose de la première pierre de ce projet de 100 LPL dans la commune de Sidi Amar. A cette occasion, le responsable de l'exécutif a insisté sur le respect des délais fixés pour la livraison de ce projet, ainsi que sur la qualité des travaux, conformément aux normes, a fait savoir la même source. La concrétisation de ce quota de logements, auquel a été consacré un budget de plus de 300 millions de DA, est supervisée par l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) pour un délai de réalisation de 18 mois. Pour rappel, la daïra de Sidi Boubekeur dispose d'un programme de logements publics locatifs totalisant 2.217 logements, dont 1.963 ont été réceptionnés, tandis que les travaux se poursuivent pour le reste du programme, a indiqué l'OPGI. A noter que la wilaya de Saïda a bénéficié, à la fin de l'année dernière (2024), d'un nouveau quota de 2.000 logements publics locatifs dans le cadre d'un programme supplémentaire, dont la réalisation a déjà débuté.

DJELFA. HASSI BAHBAH

Un mort et deux blessés dans un accident de la route

Une (1) personne est décédée et deux (2) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, mardi, dans la commune de Hassi Bahbah, Nord de Djelfa, a-t-on appris des services de la Protection civile. Les équipes de secours de l'unité secondaire de Hassi Bahbah sont intervenues suite à une collision entre deux (2) motos, au lieu dit "Faïdh El Djamel", situé à près de 10 km de la commune, a indiqué le chargé de communication à la direction de la Protection civile de Djelfa, le lieutenant Abderrahmane Khadher. L'accident a causé la mort d'un jeune homme de 28 ans, en plus de blessures diverses à deux (2) autres personnes, âgées de 37 et 70 ans, toutes deux assistées sur place, avant leur évacuation vers l'hôpital "Colonel Ahmed Bougara" de la ville de Hassi Bahbah. La dépouille de la victime a été, également, transférée à la morgue du même établissement hospitalier, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents pour déterminer les causes et circonstances de cet accident, a conclu le lieutenant Khadher.

CHAMPIONNAT DE SERIE B ITALIENNE

Un joueur algérien victime de racisme

Le joueur algérien du club italien de Bari, Mehdi Dorval, a été victime de chants racistes lors de la dernière rencontre de son équipe dimanche contre le club de Reggiana, dans le cadre de la 21^e journée du championnat de deuxième division italienne de football.

Les médias italiens ont rapporté dans leurs dernières publications sur le sujet que le tribunal sportif italien rendra dans les prochaines heures sa décision concernant ce qui s'est passé dans les dernières minutes de la première mi-temps entre Bari et Reggiana. On s'attend, d'ailleurs, à ce qu'une amende financière soit infligée au club du nord de l'Italie, et que des efforts soient déployés pour identifier les supporters responsables de ces actes afin de leur interdire l'accès aux stades à l'avenir. Les supporters du club basé dans la région de "Reggio Emilia", au nord de l'Italie, ont sifflé et imité des cris de singe autour de la 37^e minute, ce qui a conduit l'arbitre à arrêter le match pendant près de 7 minutes. Mehdi Dorval a exprimé sa colère et a reçu le soutien de certains joueurs adverses, notamment Cédric Gondo, d'origine d'Afrique subsaharienne, qui s'est directement approché de lui pour l'appeler au calme, affirmant que cet acte était isolé.

Dorval a réussi à garder son sang-froid malgré les tentatives de le déstabiliser, gagnant ainsi une grande sympathie en Italie. Cependant, il n'a pas manqué de publier sur son compte Instagram des photos de certains individus identifiés comme étant impliqués dans ces injures,



demandant qu'ils soient sévèrement punis car, selon lui, ils ne représentent pas les valeurs du sport. Pendant l'interruption du match, le responsable du stade a pris un haut parleur pour demander aux supporters de Reggiana de cesser ces chants racistes et d'encourager leur équipe de manière habituelle. Même l'assistante de l'arbitre, Francesca Di Monte, a été insultée par des supporters de Reggiana. Mehdi Dorval a commenté cet incident en qualifiant les pseudo-fans qui l'ont insulté et imité des cris de singe d'idiots. Il a déclaré : « Malheureusement, il y a encore des idiots dans ce sport. Ce sport est trop beau pour être gâché par de telles personnes ». De son côté, la direction du club de Bari a dénoncé cet acte sur les réseaux sociaux, tout comme certains joueurs de Reggiana, à l'image de Cédric Gondo, qui a qualifié cet incident d'humiliant. Les stades italiens ont été le théâtre

de plusieurs incidents historiques de racisme envers les personnes à la peau de couleurs. En 2018, le défenseur du Napoli, Kalidou Koulibaly, a été victime de chants racistes de la part des supporters de l'Inter Milan, ce qui a poussé la Fédération italienne de football à sanctionner le club milanais en lui infligeant deux matchs à huis clos. En 2019, le milieu de terrain de la Sampdoria, Ronaldo Vieira, a été la cible de chants racistes de la part des supporters de l'AS Rome, ce qui a conduit la direction du club à présenter des excuses officielles au joueur.

En 2023, l'attaquant de l'Inter Milan, Romelu Lukaku, a subi des insultes racistes de la part des supporters de la Juventus lors d'un match de demi-finale de la Coupe d'Italie, ce qui a conduit la police à interdire à 171 supporters du club d'accéder aux stades.

Hakim S.

FACE À L'INTÉRÊT CROISSANT DES CLUBS EUROPÉENS POUR SON JOUEUR Petkovic conseille à Hadj Moussa de ne pas changer d'air cet hiver

L'entraîneur de l'équipe nationale algérienne, Vladimir Petković, insiste sur la nécessité pour ses joueurs d'être dans leur meilleure forme, avant la reprise des qualifications africaines pour la Coupe du monde 2026, prévue en mars prochain avec deux matchs contre le Botswana et le Mozambique.

Parmi ces joueurs figure le jeune talent du Feyenoord Rotterdam, Anis Hadj Moussa (22 ans convoité par de nombreux clubs lors du mercato hivernal actuel).

À ce propos, Vladimir Petković a récemment échangé avec le joueur. Il lui a conseillé de rester dans son club actuel au moins jusqu'à la fin de la saison. Cette décision garantirait en grande partie son entière disponibilité pour les qualifications à venir de la Coupe du monde. Pendant ce temps,



de nombreuses offres affluent sur Hadj Moussa, ce qui rend son départ du club néerlandais très probable.

Le sélectionneur de 61 ans a également souligné, lors de sa discussion avec Hadj Moussa, qu'un transfert en milieu de saison pourrait lui faire perdre

sa place au sein de l'équipe nationale, car il risque d'être relégué au statut de remplaçant dans son éventuel nouveau club, notamment si son adaptation à un nouveau championnat prenait du temps. Selon des rapports de la presse européenne, parmi

les clubs intéressés pour Hadj Aissa, il y a Liverpool, Tottenham et Leicester City en Angleterre, ainsi que Lille en France. Un éventuel changement d'air pourrait aussi freiner la progression constante que le joueur a démontrée, particulièrement au cours des trois derniers mois.

Selon des sources proches du staff technique national, Hadj Moussa est considéré par Petkovic comme le premier remplaçant du capitaine des Verts, Riyad Mahrez, malgré les nombreuses options qui se présentent pour l'ancien sélectionneur de la Suisse au poste d'ailier droit, comme le jeune talent de l'OGC Nice, Badredine Bouanani. Pour rappel, Hadj Moussa a inscrit six buts et délivré deux passes décisives en 20 matchs toutes compétitions confondues cette saison.

H. S.

ARABIE SAOUDITE

Yousri Bouzok s'engage avec Al-Raed

L'attaquant algérien Yousri Bouzok (28 ans) s'est engagé avec le club saoudien d'Al-Raed, a annoncé mardi le club de la Saudi Pro League de football sur ses réseaux sociaux. La cérémonie de signature a eu lieu entre le président du club Al-Raed, Fahd Al-Mutawa, et le joueur algérien, en présence du manager de l'équipe, Walid Al-Ghounaim. Le club saoudien a salué l'arrivée de sa nouvelle recrue et a écrit sur son compte X : "Nous avons renforcé nos rangs avec la star algérienne. Bienvenue, Yousri Bouzok". Courtisé par plusieurs clubs algériens et étrangers, l'ex-joueur de l'Académie du Paradou AC est doté d'une excellente technique et d'un flair devant les buts.

EN COLLABORATION AVEC LA FAF

La CAF organise un séminaire à Alger sur la gouvernance

La Confédération africaine de football (CAF) en collaboration avec la Fédération algérienne de football (FAF), organise du 15 au 17 janvier 2025 à Alger, un séminaire sur la Gouvernance en présence de plusieurs Fédérations du continent, a indiqué mardi l'instance fédérale. Ce séminaire très important vise à mettre en place des mesures efficaces pour stabiliser et améliorer la gouvernance et les structures financières au sein des fédérations africaines, précise la FAF sur son site officiel. Durant trois jours, des ateliers, supervisés par les deux Divisions : Juridique et Financière de la CAF, porteront notamment sur les principes de bonne gouvernance avec les statuts types de la FIFA et de la CAF ainsi que sur les outils permettant de mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de gouvernance, ajoute la même source. Les Secrétaires Généraux et Directeurs financiers de 19 associations membres de l'Instance africaine prendront part à ce séminaire: Algérie, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, Guinée Equatoriale, Egypte, Sud Soudan, Erythrée, Tunisie, RD Congo, Gabon, Djibouti, Cameroun, Congo Brazzaville, Burundi, République Centrafricaine, Comores Tchad, Madagascar et Rwanda. Les associations membres auront l'opportunité durant ce séminaire de partager certaines de leurs méthodes de travail, conclut la FAF.

FÉDÉRATION TUNISIENNE DE FOOTBALL

Trois candidatures retenues pour le poste de président

Le Comité de normalisation mandaté par la Fédération internationale de football (FIFA), pour gérer les affaires de la Fédération tunisienne de football (FTF), a annoncé mardi avoir retenu trois candidatures pour le poste de président de l'Instance fédérale tunisienne. Il s'agit de Moez Nasri, Mahmoud Hammami, et Jélal Tekaya, précise la même source. Trois listes s'étaient, rappelle-t-on, présentées dans les délais impartis en prévision de l'Assemblée générale électorale de la FTF, programmée pour le samedi 25 janvier. Le Bureau du Conseil de la FIFA avait décidé en juillet 2024 de nommer un comité de normalisation à la tête de la FTF. La décision a été prise après consultations de la Confédération africaine de football (CAF), afin de donner à la FTF les moyens de sortir de la crise, de revoir ses statuts ainsi que son code électoral, puis d'organiser des élections en phase avec son nouveau cadre statutaire. Tous les membres du Comité de normalisation ont fait l'objet d'un contrôle d'éligibilité mené par la Commission de Contrôle de la FIFA, conformément au Règlement de Gouvernance de la FIFA. Pour rappel, les élections de la FTF ont été reportées à deux reprises (9 mars et 11 mai derniers) après le rejet de toutes les listes candidates.

APRÈS LE REPORT DU CHAN À AOÛT PROCHAIN

Les Verts avec l'équipe type lors du tournoi de qualification

Voilà une décision qui arrange largement les affaires de la sélection algérienne des joueurs locaux. En effet, la Confédération africaine de football (CAF) a annoncé dans la soirée de mardi, le report du championnat d'Afrique des nations des locaux (CHAN-2025), initialement prévu en février prochain au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, à août 2025.

La CAF a indiqué qu'un progrès significatif avait été réalisé par les pays hôtes, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, concernant la construction et la réhabilitation des stades, des terrains d'entraînement, des hôtels, des hôpitaux et d'autres infrastructures nécessaires pour accueillir le tournoi avec succès.

Cependant, dans un communiqué, il a été précisé que les experts techniques et les responsables d'infrastructures de la CAF, qui ont effectué des visites d'inspection dans les trois pays, ont conseillé qu'un délai supplémentaire était nécessaire pour s'assurer que les infrastructures et les installations seraient à la hauteur pour organiser la compétition dans les meilleures conditions.

Le président de la CAF, Patri-

ce Motsepe, a déclaré : « Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au président William Ruto du Kenya, à la présidente Samia Suluhu Hassan de Tanzanie, et au président Yoweri Museveni de l'Ouganda pour leur grand engagement et les avancées significatives réalisées dans la construction et la réhabilitation des stades, des terrains d'entraînement, des hôtels, des hôpitaux et d'autres infrastructures dans ces pays en vue d'accueillir la compétition. »

Il a ajouté : « Je suis impressionné par les progrès dans les travaux de construction et de rénovation des installations de football dans les trois pays, et je suis convaincu que les stades, les terrains d'entraînement, les hôtels, les hôpitaux et d'autres infrastructures seront à la hauteur des normes de la CAF pour



Madjid Bougherra, sélectionneur de l'EN A.

accueillir le championnat d'Afrique des nations des locaux en août 2025. »

Le communiqué a également indiqué que la CAF procédera au tirage au sort du tournoi à Nairobi le mercredi 15 janvier 2025 à 20h00, heure de Nairobi. La date de début du tournoi en août 2025 sera déterminée ultérieurement.

Pour rappel, le président de la FAF, Walid Sadi, a proposé à la CAF de reporter le CHAN en raison d'une « programmation » mal réfléchie et de l'impossibilité d'arrêter le championnat national pendant un mois complet en février prochain.

L'Algérie a été la première à demander ce report en octobre 2024, une proposition à laquelle il adhéré plusieurs fédérations nationales, notamment

celles de l'Afrique du Nord. Mieux, la FAF avait annoncé dans un premier temps le forfait de l'équipe nationale de cet événement, avant de se rétracter dernièrement pour décider de participer avec une sélection composée des joueurs des sélections des moins de 23 et 20 ans.

Mais avec ce report, il n'est pas à écarter que la sélection algérienne participera au tournoi qualificatif à la phase finale, qui aura lieu prochainement, avec les meilleurs joueurs du championnat de Ligue 1, et ce, sous la houlette du revenant Madjid Bougherra qui avait conduit les Verts à la finale de la précédente édition du CHAN organisé en Algérie et remporté par le Sénégal aux tirs au but. **Hakim S.**

COUPE D'ALGÉRIE

Le RCK bat la JSS et file aux 1/8es de finale

Le RC Kouba, pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football (Gr. Centre-Ouest), s'est qualifié aux 1/8es de finale de la Coupe d'Algérie, en battant la JS Saoura 2-1 (mi-temps : 2-0), mardi soir au stade Benhaddad de Kouba, en match décalé des 1/16es de finale de l'épreuve populaire. Le RCK a réussi à prendre l'avantage grâce à Ghodbane (31e), avant que le même joueur ne récidive pour signer le doublé et faire le break peu avant la pause (45e). En seconde période, les gars de la Saoura sont montés d'un cran, ce qui leur a permis de réduire l'écart d'un retourné acrobatique de Souibaâh (72e), mais c'était insuffisant pour espérer refaire leur retard face à une équipe koubéenne qui a su préserver son avantage jusqu'au sifflet final. Le "Raed", rencontrera en 1/8es de finale le vainqueur du match entre le NC Magra contre USM Alger - Olympique Magrane, programmé le dimanche 9 février au stade olympique du 5-juillet. Le RCK, 2e au classement du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur, s'est qualifié aux 1/16es de finale, en battant à domicile le GC Mascara (2-0), alors que le JS Saoura a passé l'écueil de l'autre pensionnaire de l'élite l'USM Khenchela (2-1, a.p), au stade de Béchar, rappelle-t-on.

USM HARRACH

Bensaha deuxième recrue hivernale

Le milieu offensif Billel Bensaha, s'est engagé pour un contrat jusqu'à la fin de la saison avec l'USM El-Harrach, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 2 amateur (Gr. Centre-Est), mardi dans un communiqué. En 2023, Bensaha (30 ans), avait quitté le pays pour aller monnayer son talent au golfe, d'abord avec le club saoudien d'Al-Sharq (13 apparitions/ 4 buts), puis sous le maillot de la formation omanaise d'Al-Nahda (34 apparitions/ 8 buts). En Algérie, l'enfant de Zéralda (Ouest d'Alger) a porté les couleurs de quatre clubs : la JSM Béjaïa (2015-2018), le DRB Tadjenanet (2018-2019), le MC Alger (2020-2021), et la JS Kabylie (2021-2022). Il a eu également une expérience de deux saisons avec l'Espérance de Tunis (2019-2021), avec lequel il remporta notamment le titre du championnat en 2020. Bensaha est la deuxième recrue hivernale du club banlieusard, après le meneur de jeu du CA Batna (Ligue 2), Chakib Berkane. D'autres joueurs devraient rejoindre l'USMH cet hiver. Par ailleurs, les joueurs de l'entraîneur Abderrahmane Osmane, ont entamé ce mardi un stage préparatoire d'une semaine à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et restauration (ESHRA) d'Ain Benian (Alger), ponctué par un match amical, samedi contre une équipe à désigner. L'USMH a bouclé la phase aller du championnat à la deuxième place au classement avec 30 points, à cinq longueurs sur le leader et la surprenante formation du MB Rouissat (1e, 35 pts). "Essesfra" reste sur une retentissante qualification aux 1/8es de finale de la Coupe d'Algérie, à l'issue de sa victoire en déplacement face à la JS Kabylie (1-0), vendredi dernier stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou. Les Harrachis rencontreront au prochain tour le MC Oran, en match prévu le jeudi 6 février au stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h00).

HANDBALL/ MONDIAL 2025

Défaite de l'Algérie face au Danemark

La sélection algérienne de handball s'est inclinée face à son homologue danoise (triple tenante) sur le score de 47 à 22 (mi-temps : 11-20), en match comptant pour la première journée du groupe B du Championnat du monde handball 2025, disputé mardi soir à Herning (Danemark). Dans l'autre rencontre de la poule B, l'Italie a battu la Tunisie 32 à 25 (mi-temps: 17-11). A l'issue des matchs de la première journée, le Danemark et l'Italie occupent conjointement la première place de la poule B avec deux points, alors la Tunisie et l'Algérie sont derniers avec zéro point. Lors de la deuxième journée, prévue jeudi, l'Algérie sera opposée à l'Italie (18h00), alors que la Tunisie défilera le Danemark (20h30). Pour rappel, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal. Résultats partiels de la 1ere journée du groupe B : Italie - Tunisie 32-25 Danemark - Algérie 47-22.

Liverpool freiné par Nottingham Forest

Le choc au sommet de cette 21e journée de Premier League a tenu ses promesses. Le fringant dauphin Nottingham Forest est parvenu à tenir Liverpool en respect sur sa pelouse du City Ground, où Diogo Jota a répondu à l'ouverture du score rapide de l'incorrigible Chris Wood.

Décidément, cette équipe de Nottingham Forest ne réussit pas à Liverpool. Après avoir été défait à Anfield au match aller lors de ce qui est toujours son seul revers de la saison (0-1) en Premier League, le leader n'a pas réussi à ramener plus d'un point ce mardi soir. Rapidement menée, la bande à Virgil van Dijk a attendu la seconde période pour arracher l'égalisation (1-1) et donc maintenir l'écart de 6 points avec son adversaire.

Dans la chaude ambiance du City Ground, les joueurs de Nuno Espirito Santo ont rendu à leurs supporters toute la ferveur qu'ils leur ont donnée. Et c'est Chris Wood qui a lancé la fête. Après quatre tentatives infructueuses de Liverpool en autant de minutes, le Néo-Zélandais a trouvé la faille sur la première incursion de son équipe. Lancé en profondeur par Anthony Elanga, le Néo-Zélandais a trompé Alisson d'un tir croisé du gauche sans contrôle (1-0, 8e). À la peine dans les 30 derniers mètres pour se procurer de grosses occasions, les Liverpooliens n'ont cadré aucun tir avant la pause, rentrant aux vestiaires en étant menés 1-0.

SELS ÉTAIT PARTOUT

Liverpool a trouvé le cadre pour la première fois seulement sur l'égalisation. Une réalisation qui porte la marque du flair d'Arne Slot. Quelques secondes après leur arrivée sur le terrain, les deux premiers entrants de la partie Kostas Tsimikas et Diogo Jota ont été décisifs pour leur pre-



mier ballon. Sur corner, le Grec a trouvé la tête du Portugais qui a trompé un Matz Sels resté figé sur sa ligne (1-1, 66e).

Loin d'être irréprochable sur le but, l'ancien Strasbourgeois s'est plus que rattrapé sur la fin de match, écoeurant tour à tour Jota par deux fois (69e et 77e), Dominik Szoboszlai (81e), Mohamed Salah (87e) et Cody Gakpo (90e+3). Et lorsque le gardien belge est battu, Ola Aina sauve sur sa ligne devant l'Égyptien (88e). Cette abnégation de Nottingham lui a permis de tenir le point du nul malgré les assauts adverses. Un résultat probablement frustrant au vu du scénario, mais qui permet à Forest de remonter provisoirement à la deuxième place, en attendant le résultat d'Arsenal, lors du « North London Derby » contre Tottenham.

CITY CONCÈDE LE NUL SUR LE FIL À BRENTFORD

Alors qu'ils se dirigeaient vers une troi-

BUNDESLIGA

Leverkusen enchaîne, Marmoush encore buteur avec Francfort

Leverkusen n'en finit plus de gagner. Les joueurs du Bayer ont enchaîné face à Mayence une dixième victoire d'affilée, la septième en championnat, lors de la 17e journée de Bundesliga ce mardi (1-0). De son côté, le Borussia Dortmund s'est encore un peu plus enfoncé dans la crise à Kiel (4-2).

En signant une dixième victoire consécutive toutes compétitions consécutives mardi soir à domicile contre Mayence, le Bayer Leverkusen a mis la pression sur le Bayern, qui reçoit Hoffenheim mercredi (20h30), en clôture de la 17e journée du championnat d'Allemagne.

Champion en titre, Leverkusen a remporté ses sept derniers matches de Bundesliga, auxquels il faut ajouter deux succès en Ligue des champions et une qualification pour les quarts de finale de la Coupe d'Allemagne aux dépens du Bayern.

Au classement, le Werkself (le onze de l'usine, surnom de l'équipe du club fondé en 1904 par le chimiste Bayer) revient à un point du Bayern (38 contre 39), alors que le leader municipal doit encore jouer son dernier match de la phase aller mercredi.

Après l'impressionnant réalisme vendredi sur la pelouse du Borussia Dortmund (victoire 3-2), les hommes de Xabi Alonso ont dû un peu plus patienter pour trouver la faille dans la défense de Mayence, autre équipe en forme du moment en Allemagne (six victoires sur les sept derniers matches avant de s'incliner à Leverkusen).

Dominateurs en première période, les coéquipiers de Granit Xhaka ont ouvert le score en seconde période grâce à la patte gauche de l'Espagnol Alejandro Grimaldo (1-0, 48e), sur un coup franc à une vingtaine de mètres du but de Robin Zentner, qui n'a pu absolument rien faire.

MARMOUSH ENCORE DÉCISIF

Derrière le duo Bayern/Bayer04, Omar Marmoush a encore une fois participé à la victoire de l'Eintracht Francfort face à Fribourg (4-1), inscrivant son 15e but en Bundesliga. L'international égyptien de 25 ans est l'un des joueurs les plus convoités du mercato hivernal, Francfort confirmant samedi l'intérêt d'un club sans le nommer. Le diffuseur Sky avait annoncé la semaine dernière que Manchester City avait trouvé un accord avec Marmoush, qui partage pour 24 heures au moins la première place du classement des buteurs avec Harry Kane (15 buts chacun).

DORTMUND "INDIGNE"

En début de soirée, le Borussia Dortmund est allé couler dans le nord de l'Allemagne, à Kiel, battu 4 à 2 par un novice en Bundesliga. "La première mi-

sième victoire en trois matches en 2025, ce qui aurait confirmé une certaine embellie, les Mancunien sont retombés dans leurs terribles travers. Phil Foden a pourtant mis les siens dans une situation extrêmement favorable lorsqu'il a inscrit le but du 0-2 à la 78e minute, ce mardi soir sur la pelouse de Brentford, après un match plutôt équilibré qui ne laissait pas présager un money-time aussi déroutant.

Yoanne Wissa a été le premier des Bees à piquer Manchester City en fin de match, après avoir été parfaitement servi dans les six mètres. Il n'en fallait pas plus pour que les locaux n'emballent la rencontre et se mettent à harceler Stefan Ortega, qui a craqué une deuxième fois à la 92e minute, et qui aurait bien pu aller chercher une dernière fois le ballon dans ses filets si Brentford avait été plus lucide. Manchester City n'a pas perdu, mais n'a pas réglé son souci pour autant.

MANCHESTER CITY

Nouvelle soirée cauchemardesque pour Pep Guardiola

Le match nul contre Brentford (2-2) a remis en lumière certains problèmes de Manchester City. Si les Cityzens de Pep Guardiola ont évité la défaite, ils ont néanmoins laissé tomber des points de manière évitable.

La soirée avait déjà mal débuté pour Pep Guardiola, bien avant le coup d'envoi du match face à Brentford. Après l'arrivée du bus de l'équipe au Gtech Community Stadium, l'entraîneur et ses joueurs se sont dirigés vers les vestiaires, sous les cris d'un supporter : « Comment va Madame, Pep ? Comment va Madame ? », faisant référence à l'annonce du divorce de l'ancien coach du FC Barcelone avec sa femme Cristina Serra après trois décennies de vie commune. Pep Guardiola n'a pas réagi à ces très mauvaises blagues et s'est dirigé directement vers le tunnel du stade en espérant répondre sur la pelouse. Et ce fut le cas pendant la majorité de la rencontre puisque les Cityzens ont rapidement ouvert le score puis doublé la mise grâce aux deux réalisations signées Phil Foden. Malheureusement, alors que Manchester City semblait verrouiller un précieux succès, Brentford a réussi coup sur coup à réduire le score et égaliser en fin de rencontre pour renverser la vapeur et empêcher un point sur le fil (2-2).

« Bien sûr, nous avons gagné trois matchs. Avant, il était impossible d'en gagner un et désormais nous en avons gagné trois. Cela nous aide. Mais la réalité, c'est que nous avons gagné contre une équipe de League Two. Pour de nombreuses raisons, nous devions gagner. Nous l'avons très bien fait, mais nous

sommes ce que nous sommes. L'état d'esprit est meilleur. Nous avons un match très difficile à jouer. Thomas et son équipe créent toujours beaucoup de problèmes. C'est une équipe fantastique », avait annoncé Pep Guardiola en conférence d'avant-match. Et comme une prédiction magique, l'entraîneur catalan a vu juste. Battre Brentford n'avait rien d'une mission aisée et même si les Cityzens n'ont, cette fois-ci, pas perdu, ils ont déçu en laissant filer des points sur la route de leur guérison. Le tout à une semaine du choc contre le Paris Saint-Germain.

UN NOUVEAU RELÂCHEMENT

Si Manchester City a connu pire ces dernières semaines, voir les joueurs de Pep Guardiola se faire encore remonter au score a de quoi questionner : « On était proches. On a eu des occasions, ils ont eu des occasions. On n'a pas pris les bonnes décisions quand on pouvait courir. Avec leur façon de jouer le marquage individuel, on peut courir mais notre prise de décision n'était pas la meilleure. Nous gagnions de longs ballons et pouvions courir avec, mais nous n'avons pas pris les bonnes décisions. Entre 2-1 et 2-2, c'était vraiment bien. Ils ont mis beaucoup de joueurs dans la surface pour centrer et ils

domaine. À 2-0, nous devons le fermer, mais nous n'avons pas de joueurs spécifiques pour défendre dans la surface, nous devons donc le faire en contrôlant le ballon », a-t-il analysé. Avec ce nouveau revers, Pep Guardiola est officiellement en train de réaliser sa pire saison dans sa carrière de coach. En effet, il n'a remporté que 10 victoires après 21 matchs de Premier League cette saison (5 nuls, 6 défaites) - son plus faible total à ce stade d'une campagne de championnat.

D'ailleurs, Pep Guardiola a semblé quelque peu étrange au coup de sifflet final à l'image de ce moment capturé par les caméras où l'entraîneur catalan s'est déchainé contre le gardien Stefan Ortega dans une étreinte bizarre après que Manchester City a gaspillé son avance de deux buts contre Brentford. Il semblait en colère contre ce qui s'était passé, mais continuait à serrer l'Allemand dans ses bras. « Il y a toujours des points positifs et négatifs. Nous sommes heureux de beaucoup de choses que nous avons faites, mais je dirais que cela n'a pas été suffisant. Devant, les joueurs créent beaucoup. Depuis que Brentford a été promu en Premier League, ils sont toujours très bons sur coups de pied arrêtés, sur de longs ballons et ils sont très rapides. En général, l'équipe a bien joué, avec sang-froid, et de nombreux joueurs ont fait des efforts incroyables pour jouer à différents postes. La fatigue face à Brentford dans les 15 dernières minutes est normale. Je n'ai rien à regretter. Je vais récupérer et passer au prochain match », a-t-il conclu. Les Sky Blues vont devoir se remettre en selle puisqu'ils ont un voyage capital prévu au Parc des Princes dans une semaine.

REAL MADRID

L'arrivée de Trent Alexander-Arnold déjà bouclée ?

Désigné comme l'une des pistes prioritaires de la Casa Blanca, le latéral anglais de Liverpool va bel et bien revêtir le maillot merengue la saison prochaine. Même si Madrid va essayer de l'avoir dès cet hiver. Giflé par le FC Barcelone dimanche dernier (2-5) en finale de la Supercoupe d'Espagne, le Real Madrid semble avoir atteint certaines limites en matière d'effectif, notamment en défense. Alors que Dani Carvajal sera indisponible jusqu'à la fin de la saison et que le vétéran Lucas Vazquez ne peut plus endosser le rôle de titulaire en puissance, les Merengues espéraient recruter Trent Alexander-Arnold. Le latéral droit de Liverpool est libre en fin de saison et se trouve dans une situation contractuelle favorable au Real Madrid. Ce dossier fait parler en Espagne et en Angleterre depuis des semaines et TAA n'est clairement pas épar-

gné par les observateurs britanniques. Il lui est reproché de vouloir quitter les Reds sans rapporter le moindre denier. Car Liverpool a été clair. Malgré la fin de contrat à venir d'Alexander-Arnold, le club de la Mersey ne veut pas lâcher son défenseur en cours de saison. Le coach Arne Slot pense même qu'il n'est pas exclu de voir TAA rembarquer la Casa Blanca.

MADRID A TOUT VERROUILLÉ POUR L'ÉTÉ PROCHAIN

« Si c'est impossible qu'Arnold dise non au Real Madrid ? Je pense qu'il y avait un joueur à l'époque (Steven Gerrard) qu'ils auraient vraiment bien aimé avoir... mais il n'est pas venu. Et tu le connais mieux que moi. Donc c'est déjà arrivé ». Malheureusement pour Slot, le présentateur vedette d'El Chiringuito, Josep Pedrerol, a lâché une bombe mardi soir. Trent Alexander-Arnold jouera

pour le Real Madrid la saison prochaine, les Merengues ont tout verrouillé. Un accord a été trouvé avec le joueur et Madrid a la certitude de pouvoir compter sur ses services à partir de l'été prochain. Néanmoins, Pedrerol, qui est proche de Florentino Pérez, ajoute que le Real Madrid est toujours prêt à sortir le chèque pour recruter TAA cet hiver, si Liverpool accepte de le laisser filer en échange d'une somme comprise entre 25 et 30 M€. Un scénario auquel les Merengues ne croient cependant plus trop. D'après les informations de Relevo, les dirigeants de la Maison blanche estiment que c'est mission impossible et pensent que Liverpool, qui est encore en course en Premier League, en Ligue des Champions, en FA Cup et en EFL Cup, ne le cédera pas en janvier.

FC BARCELONE

Ronald Araujo va rester

Annoncé en partance pour la Juventus, le défenseur uruguayen a joué avec les nerfs du Barça. Mais au final, Deco aurait réussi à le convaincre de rester.

Personne au FC Barcelone ne l'avait vu venir. Blaugrana depuis 2018, Ronald Araujo (25 ans) a demandé à quitter la Catalogne. Sous contrat jusqu'en 2026, le défenseur central uruguayen, capitaine du Barça, avait décidé de céder aux avances de la Juventus. Un énorme coup dur pour les Culés qui ne s'attendaient pas à voir leur leader vouloir plier bagage en plein milieu de la saison. Et si Araujo voulait partir, c'est parce qu'il avait été convaincu par le projet présenté par la Juventus de Thiago Motta.

La Vieille Dame, qui est en train de finaliser l'arrivée de l'attaquant parisien Randal Kolo Muani, semblait disposée à payer 50 M€ aux Blaugranas, même si ces derniers avaient fait savoir qu'il fallait grimper à 70 M€ pour éventuellement les dissuader de retenir leur Sud-Américain. Mais en coulisses, les Catalans s'activaient bien pour convaincre leur capitaine de ne pas quitter le navire. Robert Lewandowski a ainsi été filmé en train de demander à son coéquipier de rester juste après le coup de sifflet final de la finale de la Supercoupe d'Espagne remportée face au Real Madrid (5-2).

DECO A FAIT LA DIFFÉRENCE

Et hier, le président Joan Laporta en a remis une couche en conférence de presse. « Les joueurs que nous avons sont très utiles pour le Barça. Et on veut qu'ils continuent. Ronald est sous contrat et nous voulons qu'il reste. Il parle avec la direction et on va trouver une solution. C'est un joueur que nous apprécions au niveau professionnel et personnel. Nous avons une relation directe et agréable avec lui. Il s'est passé des choses dont je ne veux pas parler, mais nous voulons trouver une solution satisfaisante pour tous ». Un travail qui a, semble-t-il, porté ses fruits.

Mundo Deportivo annonce ce mercredi matin que Deco, le directeur sportif du club, a réussi à renverser la vapeur hier soir. L'ancien joueur du FC Porto a convaincu Araujo de rester et ce dernier aurait donc tiré un trait sur son aventure turinoise. Selon le quotidien pro Barça, l'insistance de Deco aurait plu à l'Uruguayen qui s'est forcément senti comme un élément désiré. Et ce n'est pas tout, puisque MD ajoute qu'une prolongation de contrat pourrait rapidement être signée. C'est ce qui s'appelle un revirement à 180 degrés.

LIVERPOOL

Jürgen Klopp se mouille pour l'avenir de Mohamed Salah

La saison dernière, Jürgen Klopp a fait ses adieux à Liverpool. Mais il suit toujours les Reds comme il l'a confié à Sky Sports. « Je suis tellement content qu'ils se portent bien, je suis en contact avec Arne [Slot] et certains joueurs m'envoient des SMS. 0,1 % d'entre eux pensent que je devrais encore être là car ils se portent très bien. Je regarde autant de matches que je peux car ils jouent un très bon football, c'est peut-être l'équipe la plus équilibrée du monde en ce moment ». Puis, il a été questionné au sujet de l'avenir de Virgil van Dijk, Trent Alexander-Arnold et Mohamed Salah, tous en fin de contrat en juin. « Je suis tellement heureux de ne pas être en charge de l'équipe en ce moment pour répondre à ces questions et de mon point de vue, j'espère que les trois prolongeront, mais ils ne me l'ont pas dit ». Concernant le Pharaon, il a ajouté : « J'espère qu'il restera. C'est le meilleur attaquant que Liverpool ait eu dans les temps modernes, un joueur fantastique, un être humain fantastique, le meilleur que votre pays pouvait avoir. J'espère qu'il restera à Liverpool. » Le message est passé...



LE PRÉSIDENT DU BURKINA FASO, IBRAHIM TRAORÉ:

«Macron avait insulté tous les Africains»

Le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a estimé qu'Emmanuel Macron avait "insulté tous les Africains", lors de propos où il dénonçait "l'ingratitude" de certains pays envers la France, suscitant la colère sur le continent. "Il a insulté tous les Africains. (...) Voilà comment ce monsieur voit l'Afrique, voit les Africains.

Nous ne sommes pas des humains à ses yeux", a réagi lundi M. Traoré, lors d'une cérémonie de vœux. "Si vous voulez une rupture avec ces forces impérialistes, c'est simple, on dénonce les accords. Si on ne dénonce pas les accords, juste dire qu'ils quittent les bases (militaires), on n'a rien fait", a-t-il affirmé. "Les Africains doivent se réveiller. Nous devons travailler à être indépendants. Il faut décoloniser les mentalités", a-t-il ajouté. Les déclarations du président du Burkina Faso constituent un énième revers pour la France en Afrique font suite à plusieurs déclarations de dirigeants du continent qui se sont exprimés en faveur de la fin de la présence de l'armée française sur leurs territoires. En effet, entre 2022 et 2023, le Niger, le Mali, la Centrafrique et le Burkina Faso ont enjoint Paris à retirer son armée de leurs territoires. Par ailleurs, le Tchad, dernier point d'ancrage de la France au



Sahel, a dénoncé l'accord de coopération militaire et exigé un départ d'ici fin janvier des troupes françaises. Deux bases militaires ont déjà été rétrocedées. Le Sénégal a, de son côté, demandé la fermeture des bases françaises et la fin de toutes les présences militaires étrangères, selon un calendrier à définir. Et les deux pays ont aussi critiqué les propos de M. Macron qui avait également affirmé que la France avait consenti par politesse à certains pays africains "la primauté de l'annonce" de la réorganisation de son dispositif militaire. "Je voudrais exprimer mon indignation

vis-à-vis des propos récemment tenus par le président Macron qui frisent le mépris envers l'Afrique et les Africains. Je crois qu'il se trompe d'époque", avait déclaré le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno. Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko avait de son côté dénoncé des propos "totalement erronés" et que la décision du Sénégal "découle de sa seule volonté", en tant que "pays souverain". La France doit également retirer progressivement ses militaires de Côte d'Ivoire et du Gabon.

R.I./Agences

MPOX

La Sierra Leone déclare l'urgence sanitaire

La Sierra Leone a déclaré lundi l'urgence sanitaire permettant de mobiliser les ressources nécessaires contre le mpox, et a annoncé renforcer la surveillance à ses frontières après la confirmation de deux cas. "La confirmation de deux cas de mpox dans le pays a déclenché une action immédiate. Conformément au code de santé publique, je déclare au nom du gouvernement une situation d'urgence de santé publique", a dit devant la presse à Freetown le ministre de la Santé Austin Demby. La Sierra Leone a déclaré en fin de semaine passée son premier cas confirmé de mpox depuis le déclenchement en 2024 du plus haut niveau d'alerte mondiale contre cette maladie virale potentiellement mortelle. Un second cas a depuis été confirmé en la personne d'un homme de 21 ans qui a présenté les premiers symptômes le 6 janvier, comme le premier, a indiqué l'Agence nationale de santé publique sur les réseaux sociaux lundi. L'urgence de santé publique "nous permet de mobiliser les ressources nécessaires pour contenir la maladie, empêcher sa propagation et apporter des soins de qualité aux personnes touchées", a dit le ministre. Il a annoncé un renforcement de la surveillance aux frontières et des capacités de test, ainsi que le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation. Il a assuré que le système sierréonais était prêt à répondre à

des potentiels développements. Il a invoqué l'expertise acquise pendant les épidémies d'Ebola et du covid-19. "Nous demandons instamment à tous nos concitoyens de garder leur calme, de se tenir informés et de signaler promptement tout cas suspect aux autorités", a-t-il dit. Le mpox est causé par un virus de la même famille que celui de la terrible variole. Il se manifeste principalement par une forte fièvre et l'apparition de lésions cutanées, dites vésicules. Identifiée pour la première fois en République démocratique du Congo (RDC) en 1970, la maladie est longtemps restée circonscrite à une dizaine de pays africains. Elle a commencé en 2022 à s'étendre dans le reste du monde, notamment des pays développés où le virus n'avait jamais circulé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré son plus haut niveau d'alerte en 2024. La

Sierra Leone a été l'un des pays les plus touchés par Ebola qui a sévi en Afrique de l'Ouest il y a dix ans. L'épidémie y a tué environ 4.000 personnes, dont près de 7% du personnel de santé, entre 2014 et 2016.

EN RDC, 20 DÉCÈS EN UNE SEMAINE

La République démocratique du Congo (RDC) a enregistré 20 décès dus au Mpox au cours de la première semaine épidémiologique de l'année 2025, selon les autorités sanitaires du pays. "Les données de surveillance pour cette première semaine dévoilent 2.318 cas suspects, 20 décès avec un taux de létalité de 0,86% et 512 cas confirmés au laboratoire", a indiqué dans un communiqué le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale. Ainsi, le nombre total des décès enregistrés en RDC depuis le début de 2024 est de 1.366 (létalité

2,07%), alors que 66.063 cas suspects ont été notifiés dont 14.417 confirmés, a précisé la même source, ajoutant que 124.943 personnes ont reçu leur première dose de vaccination à Kinshasa. La campagne de vaccination lancée en octobre dernier se poursuit avec la réception de 50.000 doses supplémentaires, fait savoir le communiqué, notant que le pays reste mobilisé dans la lutte contre cette épidémie, avec des actions coordonnées et une volonté de réduire l'impact de cette maladie sur la population. La situation de la variole simienne en République démocratique du Congo (RDC) reste "préoccupante", a annoncé lundi l'agence sanitaire mondiale de l'ONU (OMS), relevant que l'épidémie du clade Ib du virus du Mpox se poursuit principalement dans ce pays, au Burundi et en Ouganda.

R.I

CAMEROUN

Deux ravisseurs abattus et trois otages libérés dans le nord

Deux preneurs d'otages ont été abattus dimanche par l'armée camerounaise dans la région du Nord du Cameroun, et trois otages ont été libérés, rapportent des sources concordantes. Ces ravisseurs ont été tués dimanche lors d'une confrontation avec les éléments du 5e Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) dans le Parc national de la Bénoué. L'opération s'est soldée par la libération des trois otages en captivité depuis le 31 décembre 2024. Les forces de sécurité ont également récupéré un arsenal comprenant une kalachnikov, deux fusils de traite, deux chargeurs, 129 munitions de guerre et deux cartouches de chasse. Selon les autorités militaires, les ravisseurs opérant dans le nord du Cameroun auraient gagné plusieurs millions de dollars par an depuis 2017. Ils prennent généralement pour cible les agriculteurs, les éleveurs de bétail, les commerçants et les assistants humanitaires en pensant qu'ils peuvent payer une rançon, selon l'Institut pour les études de sécurité.

R.I

SÉNÉGAL

Le Premier ministre avertit d'une crise financière alarmante

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a récemment reçu le tout dernier rapport de la Cour des comptes et a qualifié la situation financière du pays de « catastrophique ». Lors d'une rencontre avec des Sénégalais en Mauritanie, il a indiqué que les citoyens réaliseraient bientôt l'ampleur des difficultés économiques dans lesquelles le Sénégal a été plongé sous l'ancien régime. Sonko a précisé que le rapport révélateur mettra en lumière les graves problèmes financiers auxquels le pays fait face. "Lorsque j'ai commencé à en parler, il y a eu de vives réactions. Cependant, ce rapport fournira des informations détaillées sur la gravité de la situation", a-t-il déclaré, affirmant que le pays traverse une période de crise sérieuse.

R.I

CAMEROUN

100 kg de cannabis saisis dans la région Centre

Les agents des douanes du post-d'Obala, situé dans la région du Centre du Cameroun, ont saisi lundi 100 kg de cannabis, a rapporté la CRTV, le média d'Etat. Selon la CRTV, la drogue, répartie en cinq colis, était dissimulée dans les soutes d'un bus en provenance de la région de l'Ouest et à destination de Yaoundé, la capitale du pays. Cette saisie intervient alors que le Cameroun intensifie sa lutte contre le trafic et la consommation de drogues. Dans son plan stratégique national de lutte contre les drogues pour la période 2024-2030, le gouvernement vise une réduction significative de l'offre, de la demande et des conséquences liées à l'usage des drogues d'ici 2030.

R.I

AFRIQUE DU SUD

Des mineurs resurgissent après une opération de la police

Les équipes de secours ont sorti des mineurs piégés dans une mine près de Stilfontein. Plus d'une centaine de mineurs auraient succombé à la faim ou à la déshydratation. 24 corps ont été extraits et 37 personnes ont été sorties de la mine d'or de Buffelsfontein, depuis vendredi. Cependant, le nombre exact de mineurs toujours sous terre reste inconnu. Cependant, pour les organisations civiques et les groupes représentant les mineurs plus de 500 personnes se trouveraient encore sous terre, beaucoup étant malades et affamés. Selon, Mannas Fourie, directeur général du service des mines et du sauvetage, les sauveteurs ont été confrontés à des difficultés dans cette « opération dangereuse » en raison de problèmes d'équipement. Il a toutefois précisé qu'ils continueraient à travailler jusqu'à tard dans la nuit après avoir secouru 35 personnes jusqu'à présent. La mine située au sud-ouest de Johannesburg, est le théâtre d'une confrontation tendue depuis novembre. Cette situation oppose la police, les mineurs, et les membres de la communauté locale. Les tensions ont éclaté après que les autorités ont lancé une opération visant à contraindre les mineurs à quitter le site. Les proches des mineurs rapportent que certains d'entre eux sont piégés sous terre depuis le mois de juillet.

Agences

CITEE DANS DES ENQUETES POUR CORRUPTION AU BANGLADESH

Une ministre britannique Tulip Siddiq démissionne

La ministre britannique Tulip Siddiq a annoncé mardi sa démission du gouvernement de Keir Starmer, après avoir été citée dans des enquêtes pour corruption au Bangladesh visant l'ex-Première ministre Sheikh Hasina, dont elle est la nièce.

Tout en affirmant avoir agi en "toute transparence", Tulip Siddiq, qui occupait le poste de secrétaire d'Etat aux services financiers, estime dans sa lettre de démission que rester en poste serait "une distraction" pour l'action du gouvernement travailliste. "J'ai donc décidé de démissionner de mon poste ministériel", ajoute-t-elle dans ce courrier publié par Downing Street. "C'est avec tristesse que j'accepte votre démission", a indiqué Keir Starmer dans sa lettre de réponse. Il s'agit de la deuxième démission au sein de l'exécutif, après celle, fin novembre, de la ministre des Transports, accusée d'avoir déclaré à tort le vol de son portable professionnel à la police en 2013. Elle intervient dans un moment difficile pour le



Premier ministre, alors que la politique économique de sa ministre des Finances est très contestée. La commission anti-corruption du Bangladesh a ouvert depuis décembre deux enquêtes visant Sheikh Hasina et sa famille, l'une concernant un possible détournement de cinq milliards de dollars, et l'autre, ouverte lundi, pour une affaire d'appropriation frauduleuse de terres dans la banlieue de la capitale Dacca. Parmi les personnes soupçonnées dans ces dossiers

figurent la nièce de Sheikh Hasina, Tulip Siddiq, 42 ans. Des médias britanniques ont révélé début janvier qu'elle vivait dans un appartement à Londres, donné par un homme d'affaires lié à la Ligue Awami, le parti de Sheikh Hasina. Elle aurait également vécu par le passé dans un autre appartement, toujours à Londres, donné à sa soeur par un avocat qui avait défendu le gouvernement de sa tante.

R.I

INCENDIES À LOS ANGELES

Des vents violents menacent une nouvelle fois la ville

Les pompiers de Los Angeles se préparaient mardi à une nouvelle vague de vents violents qui pourraient alimenter deux incendies monstrueux ayant déjà tué au moins 24 personnes, rasé des quartiers entiers et ravagé une zone de la taille de Washington. Selon le National Weather Service, une grande partie de Los Angeles et du comté de Ventura pourrait connaître des rafales de vent de 50 à 70 mph de mardi matin à mercredi, alors que les vents secs de Santa Ana se sont levés après un calme relatif la semaine dernière. L'alerte a

été donnée par un drapeau rouge, ce qui signifie que la situation était dangereuse et qu'elle pourrait déclencher de nouveaux incendies tout en attisant ceux qui brûlent déjà. "C'est une situation aussi désastreuse que possible", a déclaré Kristin Crowley, chef des pompiers de la ville de Los Angeles, aux habitants. "Nous ne sommes pas tirés d'affaire". Pour appuyer les risques, un nouvel incendie, de petite taille mais à progression rapide, s'est déclaré pendant la nuit dans les broussailles du lit de la rivière Santa Clara, dans le comté de Ventura, au nord-

ouest de Los Angeles. Au moins 24 personnes ont péri dans les flammes, selon le médecin légiste du comté de Los Angeles.

Ce bilan risque de s'alourdir, ont indiqué les autorités, alors que les secours effectuent des recherches maison par maison dans les quartiers dévastés.

LES DOMMAGES DÉPASSENT LES 250 MILLIARDS DE DOLLARS

Les dommages économiques causés par les incendies de forêts qui font rage en Californie, dans le comté de Los Angeles, dépassent les

250 milliards de dollars, a indiqué mardi la société de conseil AccuWeather. "Ce brasier qui se déplace rapidement, poussé par le vent, a provoqué les incendies de forêts les plus coûteux de l'histoire moderne des Etats-Unis", a déclaré Jonathan Porter, météorologue en chef d'AccuWeather.

L'entreprise a estimé les dommages causés par la catastrophe à entre 250 et 275 milliards de dollars, soit plus que les dommages causés par l'ouragan Helen en 2024 et que l'ensemble de la saison des incendies de forêts en 2020. Un peu plus tôt, le président élu des Etats-Unis, Donald Trump, a comparé les incendies en Californie à une frappe nucléaire. Il a souligné que "la dévastation est plus importante que si une attaque nucléaire avait été menée". M. Trump a également laissé entendre que le nombre de morts augmenterait considérablement par la suite. Les incendies ont commencé à progresser dans le comté de Los Angeles le 7 janvier. Selon les météorologues, la propagation rapide des incendies s'explique par un temps sec et très venteux. La superficie totale des incendies dans le comté a dépassé les 16.000 hectares. Le feu a détruit plus de 12.300 bâtiments, y compris des propriétés de célébrités situées dans des zones prestigieuses. Selon les dernières informations, 24 personnes sont

R.I

R.I

JUGÉE HOSTILE AU VÉNÉZUELA

La France appelée à réduire le nombre de ses diplomates à Caracas

Les autorités vénézuéliennes ont décidé mardi de limiter à trois le nombre de diplomates français à Caracas, en raison de la conduite jugée "hostile" de ce pays, quelques jours après l'investiture de Nicolas Maduro pour un troisième mandat. Cette mesure concerne également l'Italie et les Pays-Bas. "En réponse à la conduite hostile des gouvernements du Royaume des Pays-Bas, de la France et de l'Italie, caractérisée par leur soutien à des groupes extrémistes et leur ingérence dans les affaires intérieures", le Venezuela a décidé de "limiter à trois le nombre de diplomates accrédités dans chaque ambassade", a annoncé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. "La mesure doit être respectée dans un délai de 48 heures", a-t-il ajouté. En outre, "les diplomates doivent disposer d'une autorisation écrite de notre ministère des Affaires étrangères pour s'éloigner de plus de 40 kilomètres de la place Bolivar à Caracas", située au centre de la capitale, a précisé le ministère. "Le Venezuela exige le respect de la souveraineté et de l'autodétermination (...). Le gouvernement bolivarien continuera à prendre les mesures nécessaires, conformément au droit international, pour garantir sa stabilité, sa souveraineté et la voie de la paix et de la prospérité", a-t-il conclu.

R. I.

ISLANDE

Des séismes secouent un grand volcan, signe d'une pression montante

Plus de 130 séismes ont été enregistrés mardi sur le grand volcan islandais Bardarbunga, possible signe avant-coureur d'une éruption parmi les différents scénarios envisagés, a annoncé l'agence météorologique islandaise. Le code couleur pour les avions survolant la zone est passé du vert au jaune par précaution, a précisé l'agence météorologique. Mais en raison de la situation isolée du volcan, au cœur des hauteurs inhabitées du sud de l'Islande, aucune infrastructure n'est en danger. La succession des secousses sismiques, dont la plus puissante a atteint une magnitude de 5,1, a duré pendant environ trois heures avant de s'atténuer, a indiqué l'agence météorologique. "Des tremblements de terre continuent d'être détectés dans la région et il est trop tôt pour dire quand l'activité sismique va prendre fin, a-t-elle ajouté. Selon les services météorologiques, les séismes concordent avec "une pression croissante due à l'accumulation de magma" sous le volcan. "L'activité sera surveillée de près, mais il est difficile de dire à ce stade quel sera le développement" ultérieur, selon l'agence. La caldeira du volcan Bardarbunga, qui s'étend sur 65 km², est remplie de glace. Le volcan est l'un de six systèmes volcaniques situés sous le glacier Vatnajökull, le plus grand d'Europe. En cas d'éruption sous-glaciaire, existe un risque d'éruption de cendres et d'inondation sous-glaciaire sous le glacier Vatnajökull.

R.I

VOITURES ELECTRIQUES

Les ventes ont progressé de 25% dans le monde en 2024

Les ventes de voitures électriques ont progressé de 25% dans le monde en 2024, avec une nette progression en Chine mais un premier ralentissement en Europe, selon les chiffres publiés mardi par le cabinet Rho Motion. Selon les chiffres d'immatriculation rassemblés par ce cabinet britannique, 17,1 millions de voitures à batterie (excluant les hybrides rechargeables) ont été vendues sur l'année, établissant un nouveau record. La Chine, pionnier mondial de la voiture électrique, continue de porter le marché avec 11 millions de véhicules vendus (+40% sur un an). En Europe (y compris Royaume-Uni, Suisse, Norvège et Islande), après quatre ans de forte croissance, les ventes de modèles électriques ont légèrement baissé pour la première fois, à 3 millions d'unités (-3%). Sur un marché automobile européen très ralenti, les modèles hybrides ont pris de grosses parts de marché tandis que les modèles essence et diesel reculaient. Les ventes de modèles électriques ont notamment été pénalisées par la suppression des aides à l'achat en Allemagne, tandis qu'elles ont progressé au Royaume-Uni (+21,4%), devenu le premier marché électrique de la zone, notamment grâce à la mise en place d'objectifs de ventes pour les constructeurs. Le marché a aussi fortement progressé aux Etats-Unis et au Canada avec 1,8 million de voitures vendues (+9%). A la hausse comme à la baisse, ces évolutions sont largement dues à des dispositifs gouvernementaux, comme des aides à l'investissement pour les entreprises. Les primes à la casse et les bonus à l'achat sont aussi essentiels alors que les modèles électriques restent globalement plus chers que leurs équivalents hybrides ou à essence.

R.I

R.I

FRANCE

La situation économique et financière jugée "extrêmement grave"

La situation économique et financière de la France est "extrêmement grave" avec un niveau d'endettement extérieur qui ne cesse de croître atteignant les 110,5% du PIB en 2023 et devant augmenter à 124,9% en 2029, a souligné une étude publiée par un média français spécialisé.

Parue sous l'intitulé "La France en état d'urgence", dans le journal en ligne "Contrepoints", cette analyse a levé le voile sur une situation financière des plus catastrophiques jamais connue par l'Hexagone depuis 50 ans, avec un accroissement de sa dette extérieure et de son coût de plus en plus cher, alors que les dépenses de l'Etat ne cessent de s'alourdir et d'accentuer le niveau du déficit public. Signée par Claude Sicard, docteur en économie et auteur de plusieurs ouvrages, cette contribution a dévoilé les dessous de la réalité économique française en pointant du doigt la responsabilité des dirigeants français dans cette situation, qualifiée d'"extrêmement grave" et caractérisée par des dépenses publiques "les plus élevées de tous les pays développés" et "des prélèvements obligatoires (impôts) record qui asphyxient l'économie". Cette analyse, livrée à la veille de l'intervention du Premier ministre français, François Bayrou, devant le Parlement à l'occasion de son discours de politique générale, a mis en avant les derniers développements connus en France, notamment la dégradation de sa notation de dette par l'agence américaine Moody's, l'inquiétude exprimée par le Fonds monétaire international (FMI) et la procédure engagée par Bruxelles en juillet 2024 contre le déficit "excessif". L'auteur a appuyé son analyse par des chiffres et données édifiants sur la crise qui sévit en France, en mentionnant que la dette du pays n'a pas cessé de croître, passant de 20% du PIB en 1974 à 60% en 2000 et 96% en 2016 avant d'atteindre les 110,5% en 2023, en dépassant de loin les capacités financières de l'Etat. Durant la période d'exercice du président Emmanuel

SUÈDE

Le Gouvernement veut durcir les conditions d'obtention de la citoyenneté

Le gouvernement suédois a déclaré mardi vouloir durcir l'obtention de la citoyenneté, s'appuyant sur les conclusions d'experts qui ont recommandé le même jour de la conditionner à une "conduite honorable" et à une durée de séjour plus longue. Pour devenir Suédois, un étranger devrait avoir vécu huit ans en Suède – contre cinq ans actuellement –, passé un test de connaissances de la société et des valeurs suédoises et réussi un examen de langue, estime une commission mandatée par le gouvernement de centre droite. La citoyenneté "ne doit pas être accordée sans condition", a commenté le ministre Johan Forssell sur Instagram. "Cela est particulièrement important à un moment où la Suède a accueilli des centaines de milliers de personnes provenant de nombreuses régions du monde ces dernières années", a-t-il ensuite dit en conférence de presse. R.I.



Macron, l'endettement de la France a augmenté de 1000 milliards d'euros, bien plus que tous ses prédécesseurs, a relevé l'économiste ajoutant que l'endettement va atteindre les 124,9% du PIB en 2029. Le paiement de cette dette est en passe de représenter le plus gros poste du budget de l'Etat, ce qui risque, a-t-il mentionné, d'amener la France à payer des amendes de la Commission européenne pour "dépassement du montant autorisé de la dette et du déficit budgétaire". Parallèlement au diagnostic établi sur l'endettement extérieur, l'auteur a dressé aussi un état des lieux catastrophiques sur l'activité économique de la France. Il a évoqué notamment le déclin du secteur industriel, qui ne contribue à la formation du PIB que pour 10% seulement, alors qu'il s'agissait

de 23% ou 24% en Allemagne ou en Suisse. "La France est, aujourd'hui, le pays le plus désindustrialisé d'Europe, la Grèce mise à part", s'est-il offusqué. Abordant les prévisions émises sur les perspectives de l'économie française pour les prochaines années, l'auteur n'a pas été non plus optimiste.

Il a cité un faible taux de croissance de seulement 1%. Appelant le Premier ministre et le Parlement à s'entendre d'ores et déjà sur "comment répartir les économies à réaliser entre les deux grands postes de dépenses publiques (fonctionnement et sociales)", il a estimé que "l'effort à consentir va être très important, une quarantaine de milliards d'euros d'économies en moyenne par an d'ici à 2029". R. I.

PAKISTAN

La Ligue du Monde musulman affirme que l'éducation des filles est un "droit légitime et consensuel"

Les participants à la Conférence mondiale de l'initiative de la Ligue du Monde musulman pour l'éducation des filles dans les sociétés musulmanes, organisée samedi et dimanche derniers dans la capitale pakistanaise, Islamabad, ont affirmé que l'enseignement pour la femme était un "droit légitime" ayant déjà fait l'objet d'un consensus auprès des érudits de la Nation musulmane.

Au terme des travaux de la Conférence, ils ont affirmé à l'unanimité, dans la "Déclaration d'Islamabad pour l'éducation des filles", que l'éducation des femmes était un "droit

légitime, fermement ancré dans la loi islamique, qui considère la recherche du savoir comme une obligation pour chaque musulman, homme ou femme". Ils ont souligné que ce droit ne peut être limité par l'âge, le niveau ou la spécialisation, et qu'aucun ne réserve à l'égard de ce principe ne doit être attribuée à la loi islamique, après que les érudits des différents courants de pensée aient reconnu, à l'unisson, le droit de la femme à l'enseignement, au même titre que l'homme. La "Déclaration d'Islamabad pour l'éducation des filles" s'inspire de deux documents historiques : le "Document de la Sainte

Mecque" et le document "Construire des Ponts entre les courants Islamiques", tous deux émis par la Ligue du Monde Musulman avec le consensus des savants musulmans.

Les Participants ont également souligné le danger de déformer les significations des textes religieux et de contredire leurs objectifs suprêmes pour justifier des idées fausses, y compris la promotion de coutumes et de traditions ou d'autres agendas. Ils ont expliqué que de telles actions représentent "l'une des plus grandes violations de la Charia". R. I.

PÉROU

Des recherches en cours pour retrouver des travailleurs bloqués dans une mine d'or

Des secouristes du nord du Pérou étaient à la recherche de mineurs bloqués sous terre après l'effondrement d'une petite mine d'or, a indiqué mardi un responsable local. Segundo Armas, maire du district de Patay, dans la région de La Libertad, a déclaré que "jusqu'à 17 mineurs pourraient être bloqués dans la petite mine isolée qui s'est effondrée après avoir été attaquée dimanche par des mineurs potentiellement rivaux". Le Pérou est l'un des plus grands producteurs mondiaux d'argent, de cuivre et d'or, et l'exploitation minière, souvent pratiquée dans l'illégalité, constitue l'un des principaux moteurs de l'économie nationale.

ÉQUATEUR

29 crimes recensés en deux jours

L'Équateur a enregistré 29 crimes en seulement deux jours, dont celui du maire d'Arenillas, province d'El Oro, Eber Ponce, abattu, malgré l'état d'urgence imposé dans plusieurs provinces du pays, ont rapporté mardi des médias locaux. La radio Pichincha a recensé sur son site Internet les homicides signalés du 10 au 12 janvier. Parmi eux, un massacre survenu à Guayaquil qui a fait cinq morts et un blessé. Les médias ont également évoqué la mort de trois hommes et d'une femme, tous appartenant à la même famille, tués par balle dans une maison de Ballenita, dans la province de Santa Elena. La police équatorienne a annoncé avoir arrêté 57 personnes aux premières heures de lundi, dont trois mineurs, prétendument membres de bandes criminelles lors d'une opération menée dans différentes zones de la ville côtière de Duran, dans la province de Guayas. Cette municipalité connaît une recrudescence de la violence et ce week-end, il y a eu 12 morts suite à des violences. Selon les chiffres de la Police nationale, un total de 6 964 crimes ont été commis en Équateur l'année dernière 2024, ce qui indique qu'il y a eu un taux de 38,76 homicides pour 100 000 habitants. Bien que ce taux ait diminué par rapport à 2023, le pays continue de connaître des violences attribuées à des groupes criminels liés au trafic de drogue ainsi qu'à des délits tels que l'exploitation minière illégale, l'extorsion et les enlèvements. R. I.

HAÏTI

Plus d'un million de déplacés, trois fois plus qu'il y a un an

Plus d'un million de personnes sont déplacées en Haïti en raison de la violence des gangs, soit environ trois fois plus qu'il y a un an, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) mardi. "En décembre 2023, nous avons enregistré environ 315.000 personnes déplacées à cause de la violence. Un an plus tard, ce chiffre a triplé pour atteindre plus d'un million de personnes déplacées à cause de la violence des gangs en Haïti", a déclaré un porte-parole de l'OIM, Kennedy Okoth Omondi, lors d'un point de presse. Les données révèlent précisément que 1.041.000 personnes sont déplacées, dont plus de la moitié sont des enfants. "Ce chiffre est vraiment inquiétant", a indiqué le porte-parole de l'OIM, ajoutant qu'il s'agit du nombre le plus élevé de déplacements dus à la violence en Haïti jamais enregistré. La plupart des personnes ont été déplacées à plusieurs reprises. "Haïti a besoin d'une aide humanitaire conséquente dès maintenant pour sauver et protéger des vies", a déclaré la directrice générale de l'OIM, Amy Pope, dans un communiqué. "Nous devons travailler ensemble pour nous attaquer aux causes profondes de la violence et de l'instabilité qui ont entraîné tant de morts et de dommages", a-t-elle poursuivi. Dans la seule capitale, les déplacements ont presque doublé, "aggravés par la violence incessante des gangs, l'effondrement des services essentiels - en particulier les soins de santé - et l'aggravation de l'insécurité alimentaire", a-t-on ajouté. Cette crise a été aggravée par le renvoi de 200.000 Haïtiens dans leur pays l'année dernière, pour la plupart depuis la République dominicaine, selon l'OIM. Haïti est confronté à la violence endémique de gangs armés et à l'instabilité politique. R. I.

Recette du jour



POULET AU FOUR - LÉGUMES

Ingrédients pour 4 personnes:

- Poulet
- Smen et huile d'olive
- Sel et poivre noir
- Paprika, curcuma et gingembre
- carottes
- pommes de terre nouvelles
- poivron vert, poivron rouge
- Tomate et oignon
- Olives vertes
- petits pois et aubergines
- haricots verts
- Gousses d'ails
- Laurier, origan, basilic, et thym
- Pour la sauce fromagère
- crème fraîche
- ails
- fromage

Instructions :

Pour le poulet
Dans un récipient, mettre les morceaux de poulet ajouter le smen et l'huile d'olive
Ajouter les herbes et les épices paprika, curcuma et gingembre
Bien mélanger avec les main pour faire introduire tous les ingrédients
Laisser absorber quelques temps de préférence
Pour la sauce fromagère
Dans un bol mettre l'ails écrasé, le fromage et la crème fraîche
saler et poivrer puis mixer jusqu'à l'obtention d'une sauce bien onctueuse

Pour les légumes

Dans un plateau allant au four, disposer les rondelles d'oignon sur un papier sulfurisé
ajouter les gousses d'ails et les olives vertes
Mettre l'huile, le thym et saler et poivrer
ajouter les différents légumes coupé en gros morceaux puis ajouter l'huile d'olive et le sel et le poivre noir
Ajouter le thym, l'origan, le laurier et le basilic et bien mélanger le tout
Mettre une grille au dessus des légumes puis déposer les morceaux de poulet marinés
Vous pouvez couvrir votre plat avec papier cuisson et un papier aluminium
Cuire au four à 180 degrés de

45 mn jusqu'à une heure

Ingrédients :

- Pour le poulet
- Poulet
- Smen et huile d'olive
- Sel et poivre noir
- Paprika, curcuma et gingembre
- carottes
- pommes de terre nouvelles
- poivron vert, poivron rouge
- Tomate et oignon
- Olives vertes
- petits pois et aubergines
- haricots verts
- Gousses d'ails
- Laurier, origan, basilic, et thym
- Pour la sauce fromagère
- crème fraîche
- ails
- fromage

Gâteau du Jour



Le gâteau zèbre

Ingrédients :

- 4 œufs hors du frigo,
- 250 g de sucre en poudre,
- 25 cl d'huile neutre,
- 1 c.à.c. de levure chimique,
- 300 g de farine,
- 25 g de poudre de cacao non sucrée,
- 100 ml de lait,
- 1 c.à.c. d'extrait de vanille liquide.

La préparation

Beurrez un moule à gâteau rond ou un moule à manqué. Dans un cul de poule, mélangez l'huile neutre (de tournesol par exemple), le sucre, le lait et les œufs à l'aide d'un fouet, mais surtout pas au batteur électrique pour éviter de faire des bulles dans le mélange. Lorsque votre mélange est bien lisse et homogène, séparez la pâte en deux parties égales.

Dans la première préparation, ajoutez 175 g de farine, la moitié de la levure et l'extrait de vanille. Dans l'autre préparation, ajoutez le reste de farine et de levure, puis le cacao en poudre. Mélangez bien. Préchauffez votre four à 180°C (thermostat 6). Maintenant, la partie la plus amusante : au centre de votre moule, déposez deux cuillères à soupe de pâte à la vanille, puis deux cuillères à soupe de pâte au chocolat. Répétez cette opération jusqu'à ce que vous n'avez plus de pâte. Faites cuire pendant 30 à 40 minutes, jusqu'à ce que la pointe de votre couteau ressorte bien sèche. Lorsque le marbré zébré est encore chaud, sortez-le du moule à gâteau et laissez-le refroidir sur une grille.



Conseil du jour

Améliorez votre vue!



Évitez de trop fatiguer vos yeux pendant la journée. Fermez les yeux pendant quelques minutes, et profitez du calme une fois toutes les 2 ou 3 heures. C'est l'un des moyens éprouvés pour améliorer votre vue.

Le saviez-vous ?



Masser quotidiennement le visage avec de l'eau de riz pendant une minute permet d'éclaircir la peau, de se débarrasser des taches brunes et de l'hyperpigmentation, et de réduire les rides.

Bon à savoir !

Les Bienfaits des dattes

- Favorisent le transit intestinal et préviennent la constipation.
- Favorisent la santé et les fonctions du système nerveux.
- Aident à prévenir le vieillissement cutané et à avoir une peau lisse.



Astuce du jour:

Technologie et innovation :

Optimiser la durée de vie de votre smartphone en gérant correctement sa batterie. "Découvrez une nouvelle application innovante qui simplifiera votre quotidien."



CITATION DU JOUR

« Avec trop on se perd. Avec moins on se trouve »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT

1 - Séríciculture - 2 - Foyer - Dix sur dix - 3 - Monnaie - Changement - Astate - 4 - Arbres des forêts tempérées - Bosse - 5 - Le matin - Singe - 6 - Atomes - Non préparés - 7 - Dans la gamme - Samarium - Point de saignée - 8 - Mises au courant - Mélodie - 9 - Lichen - Mot d'enfant - 10 - Meule - Formulées - 11 - Crie sous les bois - Lentille - 12 - Rupture - Obstacle.

VERTICALEMENT

1 - Pernicieux - 2 - Reporte - Beau parleur - 3 - Appareil de lavage - Retors - 4 - Néon - Pièges à poissons - Désigne la matière - 5 - Introduit - Conduit - 6 - Haut-le-cœur - Propager - 7 - Période - Dans le placard - Irlande - 8 - Signe musical - Pressa - Hitlérien - 9 - Symbole précieux - Boîte - 10 - Greffées - Importunés.

Mots fléchés

Décidées	↘	Solitaire	↘	Moque-ries	↘	A la mode	↘	Tire du néant	↘
Con- traite	↘	Identi- ques	↘		↘	Anonyme	↘	Pronom	↘
Le moi	→			Étain	→		Fin de participe	→	
Déployée	↘			Touchées	↘		Foyers	↘	
						Boisson anglaise	↘		
						Visible	↘		
Compo- sants	→								Notre- Dame
Risque	↘			Employer	→			Indiffé- rent	↘
				Peau- rouge	↘				
Secteur postal	→	Peine	→			Déploie	→		
		Bouffon	↘			Temps	↘		
				Mouche	→				Chevilles
				Isolé	↘				
Bale nippone Forme d'être	→			Note	→		Bas de gamme Hors de combat	→	
				Étui	→		Gomme	→	
				Réfléchi	↘		Pion	↘	
Roublard	→					Chaste	→		
Caché	↘								
						Cérémon- nials	→		

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Tranchant (11 lettres)

E	R	D	N	E	G	O	P	N	O	I	S	S	E	R	P	E	R
E	T	A	G	E	N	E	R	N	R	E	R	C	A	S	N	O	C
T	E	R	R	A	C	I	D	I	A	E	S	O	R	U	A	M	A
I	E	O	A	O	A	E	M	R	E	T	E	N	I	E	R	E	N
S	G	S	R	N	L	P	U	P	E	N	A	P	R	R	E	N	R
I	I	N	D	E	U	E	O	D	N	T	T	T	A	U	M	R	O
V	E	I	B	D	I	R	A	E	R	A	N	A	I	R	O	O	C
T	S	I	E	R	T	L	E	A	R	E	I	E	T	O	I	C	E
E	L	N	E	I	I	N	I	E	P	T	T	T	I	N	I	N	
E	T	T	E	F	O	T	I	A	M	E	R	N	E	N	O	L	A
E	N	R	A	R	E	N	E	R	E	I	N	R	O	L	I	N	S
I	E	T	R	R	A	E	R	E	I	S	I	L	I	B	P	N	I
S	S	E	E	E	A	M	N	O	R	D	I	C	E	O	O	E	T
E	E	M	S	I	L	A	D	N	A	V	I	R	R	I	E	E	R
R	A	T	I	E	R	E	M	O	R	T	T	T	S	R	N	I	U
E	E	N	E	I	L	A	V	E	E	E	I	I	O	T	R	E	O
I	E	T	S	E	R	P	E	E	R	E	V	T	E	N	R	A	C
N	E	S	O	M	E	S	O	N	R	E	E	N	I	A	M	E	S

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALIENE - AMAUROSE - AMER - ANIER - ARRET - BONTE - CARNET - CONSACRER - CORNAC - CORNET - COUR - COURTISANE - ERRONEE - ESTAFILADE - ETAIN - FRIANDISE - GENDRE - GORET - IMPUDENTE - INDELEBILE - INTENTER - INTERIEUR - LIBERTE - LICITE - LICORNE - LISIERE - MARE - MERE - NATATION - NORD - NOSEMOSE - LIVREE - OREE - ORIENTATION - ORNIERE - PARI - PORTIER - PORTIERE - PRESTE - RATIERE - REINE - RENEGAT - REPRESSION - REVELER - SEMAINE - SEREIN - TENTE - TRAITER - VANDALISME - VISA - VISITE - VISION.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Géorgiques - 2. Levées - Ute - 3. Êtres - An - 4. Ur - Si - Unit - 5. Qui - Âgée - 6. Usante - Sem - 7. EE - Erra - Le - 8. Séries - 9. Uvée - Eat - 10. Rite - Serra - 11 - En - Ut - Étal - 12. Soixante.

VERTICALEMENT :

1. Glaucque - Grès - 2. EE - Rusés - Ino - 3 - Ove - la - Eut - 4. Rets - Nerveux - 5. Gériatrie - Ta - 6. Ise - Gérées - 7. Sue - Ae - Tee - 8. UU - Nés - Serte - 9. Étai - El - Ara - 10. Sentimentale.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Arénicoles - Retors - TT - Na ! - léna - N.S - ST - Ute - Âgé - Bête - Été - Dé - Sm - Rentier - Élimé - Sn - G.I - Asti - Trésor - Ue - Ase - Élever.

VERTICALEMENT :

Arrangements - EE - Set - Ré - Ente - Érige - lo - Sb - Émise - Écrite - Ne - Ol - Ose - Tut - Are - Il - Nue - les - État - De - Tué - Ost - Épervier.

MOTS MASQUÉS BUCOLIQUE



**CAGNOTTE
AU QUINTÉ**

HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 16 JANVIER 2025 - PRIX : UPHORIA - TROT ATTELÉ
DISTANCE : 2 200 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Une courte course de Sulky

L'hippodrome de Zemmouri organise ce jour une course réservée aux trotteurs de 3 ans et plus rehaussée par une cagnotte pour le grand plaisir des amoureux de cette discipline. Un pari mutuel à caractère urbain qui verra la participation de 12 trotteurs qui prendront part au prix Uphoria sur la distante qui est très courte par rapport à cette race équine, 2200m, composée par 3 échelons de départ en conformité avec la condition de la course de ce jour. Le premier poteau réunira sur la même ligne 3 trotteurs et au second, ils seront 7 trotteurs de la même valeur technique et physique et au dernier 2 trotteurs les plus fortunés. Une épreuve dont l'équilibre des forces reste divisé, qui est composée avec des trotteurs qui ont réalisé d'assez bonnes performances au cours de leurs dernières sorties. Rappelons que cette épreuve a la particularité de réunir au même rond de présentation des trotteurs de valeur physique sensiblement égale qui peuvent nous réserver une arrivée des plus disputées et qu'il faut s'attendre à cet effet à des rapports PMU intéressants certainement à la gagne.

LES PARTANTS AU CRIBLE
1. AMERICAN JONES. Aléatoire.
2. DARK NIGHT. Suite à ses dernières

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
T. BELHABCHIA	1	AMERICAN JONES	T. BELHABCHIA	2200	PROPRIÉTAIRE
R. DJEDDIOUI	2	DARK NIGHT	R. TARZOUT	2200	PROPRIÉTAIRE
W. KADRI	3	VAGUE D'OR	S. FOUZER	2200	S. FOUZER
ASS/TIAR-GUEROUI	4	AYANNA D'OGER	N. TIAR	2225	N. TIAR
D. HAMANI	5	IRISH PAULO	A. BENHABRIA	2225	R. ABDERRAZAG
R. DJEDDIOUI	6	CHER AMI	ABM. BOUBAKRI	2225	ABM. BOUBAKRI
AD. NAILI	7	BOUMBERTO DE PO	S. MEZIANI	2225	Y. MEZIANI
A. AZZOUZ	8	UNGHAI	N. TARZOUT	2225	N. TARZOUT
Y. MEZIANI	9	DELINE GALBE (0)	Y. MEZIANI	2225	PROPRIÉTAIRE
R. DJEDDIOUI	10	ECLAIRE DE RAGE (0)	A. SAHRAOUI	2225	PROPRIÉTAIRE
SA. FOUZER	11	CALYSE DE GUEZ	SA. FOUZER	2250	PROPRIÉTAIRE
M. OTHMANE	12	GENTLEDOR	C. SAFSAF	2250	C. SAFSAF

sorties où elle a été classée plusieurs fois parmi les premiers des battus, cette femelle risque de créer la surprise.

3. VAGUE D'OR. Cette protégée de l'entraîneur driver Soufiane Fouzer est bien placée au premier poteau. Méfiance, c'est une trotteuse très rapide.

4. AYANNA D'OGER. Au-dessous du lot
5. IRISH PAULO. Irrégulier dans ses allures, a des difficultés de trotter carré.

6. CHER AMI. Ce trotteur de 13 ans a déjà démontré de grandes capacités techniques parmi un lot supérieur à celui du jour.

7. BOUMBERTO DE PO. Pour ce hongre bai de 14 ans, ses meilleures performances sont dans des distances de vitesses comme celle de ce jeudi, jouera un rôle important dans cette épreuve.

8. UNGHAI. Ce beau trotteur noir est le premier favori.

9. DELINE GALBE. C'est une trotteuse rapide est accrocheuse et plus particulièrement dans des épreuves de vitesse et courtes.

10. ECLAIRE DE RAGE. Il reprend confiance ce trotteur qui reste sur de bons résultats durant ce meeting et

même le précédent.

11. CALYSE DE GUEZ. Elle a réalisé de belles opérations durant ses deux dernières sorties, elle peut venir encore prendre une place.

12. GENTLEDOR. Il vient de changer de partenaire encore sauf cette fois, il faudra gérer à la fois la forte opposition en présence.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

8. UNGHAI - 7. BOUMBERTO DE PO - 10. ECLAIRE DE RAGE - 6. CHER AMI - 11. CALYSE DE GUEZ

LES CHANCES

3. VAGUE D'OR - 9. DELINE GALBE

Arrestation de 2 personnes impliquées dans l'agression de citoyens et saisie de 2 armes à feu à Ouled Djellal

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Sidi Khaled, wilaya d'Ouled Djellal, ont arrêté deux personnes dont un qui faisait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt impliqués dans l'agression de citoyens et ont saisi deux armes à feu et des armes blanches prohibées, a-t-on indiqué mercredi dans un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le communiqué a précisé qu'à la suite de la multiplication au cours des deux derniers mois des cas d'agression des citoyens par usage d'armes blanches et la menace par des armes à feu de catégorie 5 et la suspicion d'une personne, la brigade de police judiciaire de cette sûreté de daïra a entamé des investigations approfondies en coordination avec le parquet local. L'intensification des recherches ont permis de déterminer le lieu de présence du suspect qui a été arrêté avec son complice dans un des oueds de la commune de Sidi Khaled, selon la même source qui a ajouté que l'opération a permis également de saisir une arme à feu de catégorie 5, une autre de catégorie 4, des armes blanches prohibées (épée, poignard et marteau) et un câble d'électricité de diamètre épais utilisé comme arme blanche en plus d'une somme d'argent de 109.000 DA et une quantité de psychotropes.

Douze blessés suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs à El-Meniaâ

Douze personnes ont été blessées à différents degrés de gravité suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs survenu mercredi sur la route nationale (RN-1), dans la wilaya d'El-Meniaâ, ont rapporté les services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite au dérapage puis le renversement d'un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Adrar-Alger, plus précisément au point kilométrique (PK- 60) en allant vers la wilaya d'In Salah, causant des blessures à 12 passagers à différents degrés de gravité, selon la même source. Les agents du poste avancé de la Protection civile de la commune de Hassi El-Gara sont intervenus, appuyé par l'unité principale de la Protection civile d'El-Meniaâ. Les blessés (âgés entre 19 et 47 ans) ont reçu les premiers soins sur place, avant leur transfert à l'établissement public hospitalier (EPH), colonel Mohamed Chaâbani de la ville d'El-Meniaâ, a-t-on ajouté.

Démantèlement de 4 réseaux nationaux spécialisés dans l'organisation de l'émigration clandestine à Mostaganem

La brigade de lutte contre le trafic de migrants et de trafic d'êtres humains de la Sûreté de la wilaya de Mostaganem a démantelé, récemment, quatre (4) réseaux criminels nationaux spécialisés dans l'organisation de l'émigration clandestine par mer et arrêté 11 individus, a indiqué, mardi, un communiqué de ce corps de sécurité. Le communiqué a précisé que la première opération a été menée à la suite de plaintes de plusieurs familles signalant des disparitions en mer de 3 personnes, ayant conduit immédiatement à des investigations, qui ont permis l'arrestation de 3 suspects, qui se sont révélés être les principaux instigateurs de traversées clandestines par mer. La deuxième opération a été menée, selon la même source, après des plaintes déposées par des



familles faisant état de la disparition de 6 personnes, dont une femme, lors d'une traversée clandestine à partir d'une plage de la wilaya de Mostaganem. Les enquêtes menées avec les familles des victimes ont permis d'identifier les membres de ce réseau criminel, à savoir 5 suspects, dont un mineur (parmi les dispa-

rus), a-t-on fait savoir de même source. Concernant les troisième et quatrième opérations, le communiqué indique que celles-ci ont été déclenchées également à la suite de plaintes déposées par 3 victimes originaires des wilayas du Centre et de l'Est du pays, affirmant avoir été victimes d'escroquerie et de vol de

leur argent par 7 suspects. Ces derniers avaient promis à leurs victimes de les transporter vers l'autre rive de la Méditerranée contre des montants convenus, mais les ont dépouillés de leur argent. Les individus mis en cause dans ces deux opérations ont été identifiés, et un montant en monnaie nationale de 109.900 dinars, ainsi qu'une somme en devises étrangères d'environ 500 euros, en plus de bijoux en or, ont été récupérés, a ajouté le communiqué de la Sûreté de wilaya. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des suspects âgés entre 17 et 56 ans. Présentés devant le parquet près le tribunal de Mostaganem, les suspects devront répondre des chefs d'accusation de trafic de migrants, mettant en danger la vie et la sécurité des personnes, dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier, dans le but d'obtenir un gain financier et d'organiser des sorties illégales du territoire national via des points de passage non autorisés.

Création du club sportif amateur des correspondants de presse de football à Saïda

Une cérémonie de création du Club sportif amateur des correspondants de presse de football de la wilaya de Saïda a été organisée, mardi, a-t-on constaté. Le club a été créé lors d'une assemblée générale qui s'est tenue à la Maison de jeunes "Abane Ramdane" de la ville de Saïda, en présence d'une vingtaine de journalistes représentant différentes organes de presse, indique-t-on. L'assemblée a vu l'élection à l'unanimité de Bachir Fekira en tant que président de ce nouveau Club. M. Fekira a précisé à l'APS que la création de ce Club sportif répond à un appel des correspondants de presse souhaitant pratiquer le football dans un cadre organisé et dans des conditions appropriées. L'assemblée générale a également permis l'élection du bureau du club, composé de six membres, à savoir Cheikh Smaïl Debas, Fatmi Meghrebi, Jawadi Ahmed, Benouis Abdelkader, Khalifa Boualem et Hadil Hechmane.

Vol de câbles électriques à Bouira : un préjudice financier de 18 millions de DA en 2024

Un préjudice financier de 18 millions de DA a été causé par le vol de câbles électriques à travers plusieurs régions de la wilaya de Bouira, où près de 60 cas de "vandalisme" ont été enregistrés sur le réseau durant l'année 2024, selon un bilan communiqué mardi par la direction de distribution de l'électricité et du gaz. "Convoités pour leur cuivre, les câbles électriques ont fait l'objet de 57 cas de

vols en 2024 à Bouira, causant un préjudice de 18 millions de dinars à la société de distribution de l'électricité et du gaz dont les services interviennent, à chaque fois, pour effectuer des travaux de réparation et de remplacement de câbles afin de rétablir le courant électrique au profit des abonnés", selon les détails fournis à l'APS par le



directeur de distribution, Khaled Messaoudi. "Près de 380 foyers ont été touchés par des coupures d'électricité dues à des vols de câbles en cuivre dans plusieurs communes de la wilaya comme Bouira, Khabouzia, Bir Ghalou, El Hachimia, Ain Bessam, Aomar, Oued El Bardi, Maïlla, Kadiria, Lakhdar, El Asnam, Taghzout, Maâmoura, Dirah Ridane El Adjiba, Ath Mansour et Bechloul", a enco-

re précisé le même responsable. Un réseau d'une longueur totale de 15 km de lignes électriques a ainsi été volé durant l'année 2024 à travers le territoire de la wilaya, et plusieurs plaintes ont été déposées par la direction de distribution auprès des services de sécurité pour arrêter les auteurs, a ajouté M. Messaoudi. La direction de distribution de l'électricité et du gaz a réitéré son appel aux citoyens à être vigilants en vue de dénoncer tout mouvement ou acte suspect à proximité des réseaux d'électricité.

La réparation de la conduite d'eau Mostaganem-Arzew-Oran achevée

La réparation de la panne, survenue dimanche dernier, au niveau de la conduite d'eau MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), a été achevée, mardi après près de 4 jours de travaux, ce qui a engendré une coupure d'eau dans toute la partie est de la wilaya, a indiqué un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor). "Les travaux de réparation de la panne survenue au niveau de la conduite MAO ont été achevés et le remplissage de la conduite et des réservoirs a été entamé", selon le communiqué, ajoutant que l'opération de distribution sera reprise une fois le remplissage achevé. Le wali d'Oran, Samir Chibani, avait effectué une visite sur le chantier de réparation, où il a donné des instructions d'achever les travaux le plus rapidement possible pour assurer l'approvisionnement en eau potable au niveau de la partie est de la wilaya.

EXPRESS- HISTORIQUE Les 3 VŒUX (22)



MISE AUX POINGS

« La recherche d'une solution au conflit au Sahara occidental de longue date doit être guidée par les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU qui stipulent qu'elle doit être fondée sur le principe du droit à l'autodétermination et le (respect du) choix libre et souverain du peuple sahraoui »

Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe





Dans la journée : Averses
Vent : 12 km/h
Humidité : 77 %



Dans la nuit : Averses
Vent : 7 km/h
Humidité : 87 %

Dohr : 12h58
Assar : 15h38
Maghreb : 18h00
Icha : 19h23

Vendredi 17 rajab
1446
Sobh : 06h29
Chourouk : 07h59

EN RAISON DE L'ACCUMULATION DE LA NEIGE

Plusieurs RN fermées à la circulation

Les intempéries enregistrées dans plusieurs régions du pays, au cours des deux derniers jours, ont entraîné la fermeture de plusieurs routes nationales (RN) et chemins de wilaya (CW), en raison de l'accumulation de la neige, et les efforts des services de la Gendarmerie nationale et des autorités concernées se poursuivent pour la réouverture de différents tronçons routiers.

S'exprimant à l'APS, le responsable de la communication au Centre d'information et de coordination routière du Commandement de la GN, le sergent-chef, Abdelhamid Amrani, a précisé que « plusieurs routes demeurent fermées à la circulation, notamment dans les wilayas de Bejaïa, Tizi Ouzou et Bouira, en raison de l'accumulation de la neige au niveau de 4 RN et deux CW ». M. Amrani a, en outre, indiqué que « les services de la GN poursuivaient les efforts, de concert avec les autorités locales, en vue de rouvrir les routes coupées ». Selon le même responsable, dans la wilaya de Bejaïa, les efforts sont en cours pour rétablir la circulation sur la RN 26 (A). Quant à Bouira, les efforts se poursuivent pour la reprise du trafic sur les RN 15, 33 et 30. À Bordj Bou Arreridj, les RN 106 et 76, ainsi que le CW 135 ont été rouverts, tandis qu'un trafic routier difficile a été relevé au niveau du CW 43. Au niveau de la wilaya de Sétif, toutes les routes nationales bloquées ont été rouvertes, bien qu'une circulation difficile soit signalée au niveau de la RN 74. Quant à Jijel, le chemin de wilaya 135 a été également rouvert. Concernant la wilaya de Médéa, la RN 89 connaît un trafic difficile. Quant au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, les autorités œuvrent à la réouverture des RN 30, 33 et 15, ainsi que les deux CW 253 et 251, tandis que le CW11 a été rouvert, a-t-il fait savoir.



Ph : DF

QUATRE PERSONNES BLOQUÉES PAR LA NEIGE SECOURUES À TIZI-OUZOU

Au sujet de la même wilaya, quatre personnes qui étaient bloquées par la neige à bord d'un véhicule dans la commune montagneuse d'Iferhounene, au sud-est de Tizi-Ouzou, ont été secourues par les éléments de la Protection civile, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps constitué. La même source a ajouté que, « le véhicule des quatre personnes s'est retrouvé pris dans la neige, sur la Route nationale 15 au niveau du Col de Tirourda reliant la wilaya de Tizi-Ouzou, à partir d'Iferhounene, à celle de Bouira ». Précisant que, « les éléments de la Protection civile de l'unité de Ain El Hammam sont intervenus pour porter secours aux occupants du véhicule en dégaugeant celui-ci ». La direction de wilaya de Tizi-Ouzou n'a pas cessé d'appeler les citoyens à la vigilance en cette période de chutes de neige, les invitant à ne pas s'aventurer dans les zones fortement enneigées, afin d'éviter d'éventuels accidents. À noter que, le col de Tirourda, tout comme celui de Chellata et de Tizi N'Kouilal ainsi que le plateau d'Aswel, se retrouvent souvent fermés à la circulation, en période de chute de neige, étant situés en altitude. Pour rappel, lundi dernier, vingt-cinq personnes à bord de

neuf véhicules qui étaient bloquées par la neige à Tala-Guilef dans la commune de Boghni, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, ont été secourues par les éléments de la Protection civile.

L. Zeggane

LUTTE ANTI-TERRORISTE Un terroriste s'est rendu à l'ANP 13 éléments de soutien arrêtés en une semaine

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar, en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, alors que 13 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire dans différentes opérations, durant la période du 8 au 14 janvier, selon un bilan opérationnel de l'ANP rendu public hier. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 8 au 14 janvier 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et "grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé Ouled El-Cheikh Bey, dit Abdelouahed, s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté 13 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations". Dans le même contexte, un détachement de l'ANP "a découvert, lors d'une patrouille de reconnaissance au niveau du Secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, une cache contenant une quantité considérable de roquettes et de munitions de différents calibres ainsi que des canons de fusils mitrailleurs et d'autres objets, alors qu'une autre cache a été découverte, à Ouled Djellal, contenant des explosifs et des outils de détonation", note le communiqué.

R. N.

LA CHRONIQUE DU JEUDI

UN REPORTER
DANS LA FOULE

Congé de maternité

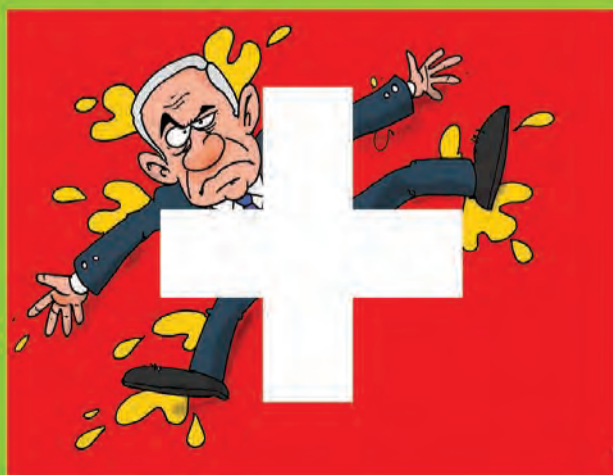
« longue durée »

On connaissait le congé de maladie de longue durée mais pas celui d'une maternité. On avait besoin de comprendre. D'en savoir plus. D'avoir plus de détails sur la décision du Conseil des ministres de dimanche dernier, concernant « la prolongation du congé de maternité ». Mais avant de vous expliquer l'importance de la précision, arrêtons-nous un instant sur le contenu de cette décision à la lumière des éclaircissements fournis, mardi dernier, par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji. C'était en marge de la visite de travail qu'elle a effectuée au Conseil de la nation pour présenter « un projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques ». « Le congé de maternité est prolongé de 14 semaines consécutives, après la fin de la période légale du congé de maternité au profit de la femme travailleuse qui serait amenée, à sa demande, à cesser son travail en raison de l'état de santé de son enfant atteint d'un handicap mental, congénital ou d'une maladie grave, tout en bénéficiant des indemnités journalières à hauteur de 100% de son salaire » a-t-elle déclaré. Ce qui est très clair. Elle a ajouté « qu'en cas de persistance ou de complications liées à un handicap mental, congénital ou à une maladie grave du nouveau-né, nécessitant une assistance continue de la mère, (le congé de maternité) pourrait être prolongé pour une deuxième période, sans interruption, à raison de 24 semaines supplémentaires ». C'est doublement clair. Les mamans d'enfants nés avec un handicap et qui travaillent, auront droit à un congé de maternité exceptionnellement plus long que d'habitude. Autrement dit, la décision ne concerne pas toutes les femmes travailleuses qui accouchent. La précision de la ministre a toute son importance. Pourquoi ? D'abord parce qu'elle atténue l'épreuve des mamans qui donnent naissance à un enfant handicapé. Elle leur permet, grâce au congé, d'être aux côtés de l'enfant plus longtemps qu'avant, sans perdre l'intégralité de leur salaire. Ensuite et d'une manière plus générale, un congé de maternité, de quel que soit sa durée, est synonyme d'absence professionnelle. Ne pas accentuer cette absence par un congé de maternité « longue durée » est souhaitable. Pour plusieurs raisons dont la principale est l'effet négatif sur la promotion de la femme à des postes de responsabilités. En effet, plus le poste d'emploi est élevé, plus la présence de la personne qui l'occupe, s'impose. Cela fait partie des conditions naturelles que tout le monde peut comprendre. La maman qui se dévoue pour prendre en charge son enfant handicapé est admirablement mue par son amour maternel. L'État algérien, qui ne cesse de réitérer son engagement social, veut lui faciliter cette disponibilité pour son enfant. Combien même le taux de natalité est en dessous de la barre du million de naissances annuellement, la participation pleine et entière de la femme au développement du pays sont privilégiés par le programme politique du président Tebboune. Voici, à titre comparatif, quelques cas de congé de maternité à travers le monde. Alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) recommande un congé de maternité minimum de 14 semaines (comme c'est le cas chez nous payé à 100%). Aux États-Unis le congé de maternité n'existe pas au niveau fédéral. En Finlande 15 semaines payées à 70%. La Suisse, 14 semaines payées à 80%. Le Japon, 14 semaines payées à 67%. En Belgique, 15 semaines payées entre 82 et 75%. Ces exemples permettent d'affirmer que l'Algérienne active n'a rien à envier aux femmes d'autres pays en matière de congé de maternité. La prolongation du congé de maternité décidée par l'État au profit des mamans d'enfants handicapés est une très bonne chose. Ne pas généraliser la mesure est aussi une très bonne chose. Les femmes qui ont des ambitions professionnelles ne diraient pas le contraire. C'est pour tout cela que les précisions de Mme Mouloudji étaient nécessaires !

Zouhir Mebarki
zoume600@gmail.com

SOUS-RIRE

La Suisse est prête pour l'exécution du mandat d'arrêt de la CPI contre Netanyahu et d'autres accusés



BeLacZ